UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

# Les thèmes de campagne au cours des éléctions de 2010 au Burundi : essai d'analyse des différences entre les partis politiques

**Nkurunziza, Régis; Sous la direction de : Pr Jean-Salathiel Muntunutwiwe**

**2018**
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1378

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

**UNIVERSITE DU BURUNDI**

**FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES**

**DEPARTEMENT D'HISTOIRE**

# LES THEMES DE CAMPAGNE AU COURS DES ELECTIONS DE 2005 ET DE 2010 AU BURUNDI : ESSAI D'ANALYSE DES DIFFERENCES ENTRE LES PARTIS POLITIQUES

Par

Régis NKURUNZIZA

**Sous la direction de :**

Pr Jean-Salathiel MUNTUNUTWIWE

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

**Option : Science Politique**

**Bujumbura, avril 2018**

## DEDICACE

A mes parents ;

A mes frères et sœurs ;

A mes tantes ;

A la famille Apollinaire NTIMPIRANGEZA;

A tous mes amis.

## REMERCIEMENTS

Ce présent travail n'aurait pas vu le jour sans le concours précieux, de certaines personnes à qui nous tenons à témoigner nos sincères sentiments de gratitude.

Premièrement, nous pensons spécialement au professeur Julien NIMUBONA, qui, en premier lieu promoteur et directeur de ce mémoire. Deuxièmement, nous pensons au professeur Jean-Salathiel MUNTUNUTWIWE, qui a dirigé le travail en dernier lieu. Leurs sages conseils, leurs pertinentes remarques, leur bonne collaboration et surtout leur rigueur scientifique nous ont été d'une importance capitale.

En plus nous adressons nos sincères remerciements aux professeurs de l'Université du Burundi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire. Particulièrement nous sommes reconnaissants envers la chef du département et tous les professeurs qui nous ont suivis pendant les durs moments qui pourraient affecter la réalisation et la présentation de mon travail.

A tous nos enquêtés pour leur contribution. En dépit de la délicatesse des points traités par notre questionnaire, ils ont eu le courage de compléter et de répondre à nos entretiens. Ensuite, nous n'oublions pas d'adresser nos remerciements à tous ceux qui se sont investis pour notre formation tant morale qu'intellectuelle. Nos parents qui ont songé de notre bas âge à nous mettre sur le banc de l'école, nos enseignants de l'école primaire à l'Université, nos frères et sœurs, nos condisciples qui nous ont toujours encouragés tout au long de nos études, qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

**Régis NKURUNZIZA**

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

### 1. Liste des sigles

| | |
|---|---|
| A/A | : Année Académique |
| ABASA | : Alliance Burundo-Africaine pour le Salut |
| ADR | : Alliance Démocratique pour le Renouveau |
| ALIDE | : Alliance Libérale Démocrate |
| ANADDE | : Alliance Nationale Pour le Droit et la Démocratie. |
| CNDD | : Conseil National pour la Défense de la Démocratie |
| CNDD-FDD | : Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Front pour la Défense de la Démocratie |
| FLSH | : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines |
| FRODEBU | : Front pour la Démocratie au Burundi |
| MRC | : Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen |
| MSP-INKINZO | : Mouvement Socialiste Panafricaniste-INKINZO |
| OAG | : Observatoire de l'Action Gouvernementale |
| OLUCOME | : Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques |
| ONG | : Organisation Non-Gouvernementale |
| PALIPEHUTU-FNL | : Parti pour la Libération du Peuple Hutu-Front National pour la Libération |
| PARENA | : Parti pour le Redressement National |
| PARIBU | : Parti pour le Renouveau Intégral du Burundi |
| PDC | : Parti Démocrate-Chrétien |
| PDR | : Parti Démocratique Rural |
| PIT | : Parti Indépendant des Travailleurs |
| PL | : Parti Libéral |
| PMP | : Parti Monarchiste Parlementaire |
| PP | : Parti du Peuple |

| | |
|---|---|
| PRP | : Parti pour la Réconciliation du Peuple |
| PSD | : Parti Social-Démocrate |
| RADDES | : Ralliement pour la Démocratie et le Développement |
| RADEBU | : Rassemblement des Démocrates du Burundi |
| RPA | : Radio Publique Africaine |
| RPB | : Rassemblement du Peuple Burundais |
| SANGWE-PADER | : Parti pour la Démocratie et la Réconciliation |
| UB | : Université du Burundi |
| UPD | : Union pour la Paix et la Démocratie |
| UPRONA | : Union pour le Progrès National |
| PUF | : Presses Universitaires Françaises |
| UOB | : Université Officielle de Bukavu |

## 2. Liste des abréviations

| | |
|---|---|
| % | : Pourcentage |
| Art. | : Article |
| Cand. | : Candidature |
| Ed. | : Edition |
| Etc. | : *Et Cætera* |
| *Ibid.* | : *Ibidem* (même auteur, même ouvrage, même page) |
| *Id.* | : *Idem* (même auteur, même ouvrage, page différente) |
| N° | : Numéro |
| *Op.cit.* | : *Opere citato* (ouvrage déjà cité) |
| p. | : page |
| pp. | : de la page....à la page.... |
| T. | : Tome |
| V. | : Volume |

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les cartels politique ..... 25
Tableau 2 : Résultats des élections du 10/5/1965 ..... 27
Tableau 3 : Synthèse des signes distinctifs et des programmes des partis ..... 46

## RESUME

Le présent travail a comme objectif global d'analyser les différences qui existent entre les partis politiques burundais. Pour y arriver, nous avons procédé par une analyse comparative des thèmes développés par certains partis pendant les campagnes électorales de 2005 et de 2010.

Notre travail s'articule autour de 3 chapitres.

Le premier chapitre porte sur « **Le cadre conceptuel et théorique** ». Il s'agit de clarifier les concepts jugés fondamentaux qui sous-tendent le corps de notre travail. Il retrace aussi le cadre théorique sous-tendu par l'état de l'art.

Le second chapitre intitulé « **Campagne et symbolisation des partis au Burundi** ». donne les caractéristiques des partis politiques burundais à travers leur histoire et analyse les thèmes mis en avant pendant les élections de 2005 et de 2010.

Enfin, le dernier chapitre est intitulé « **Symbolisation : sens et signification** ». Il fait des analyses significatives des différences qui existent entre les partis politiques à partis des hypothèses déjà énoncées. D'où nous sommes arrivés à vérifier que les partis politiques burundais enregistrent plus de ressemblances que de différences.

Outre les conclusions partielles à la fin de chaque chapitre, une conclusion générale confirmant nos hypothèses clôture tout le travail.

## TABLE DES MATIERES

**DEDICACE** ..... i
**REMERCIEMENTS** ..... ii
**LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS** ..... iii
**LISTE DES TABLEAUX** ..... vi
**RESUME** ..... vii
**TABLE DES MATIERES** ..... viii
**INTRODUCTION GENERALE** ..... 1
1. Choix et intérêt du sujet ..... 2
2. Problématique ..... 2
3. Hypothèses ..... 3
4. Articulation du travail ..... 4
5. Délimitation du sujet ..... 4
6. Méthodologie de recherche ..... 4
**CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE** ..... 6
Section 1: Notion de parti politique ..... 6
1.1. L'origine des partis ..... 11
1.1.1. Une origine électorale et parlementaire ..... 11
1.1.2. Une origine extérieure ..... 12
1.1.3. Une origine par recomposition ..... 12
1.2. Fonctions des partis ..... 13
Section 2 : Notion de campagne électorale ..... 15
2.1. Les instruments stratégiques de la campagne électorale ..... 19
2.1.1. Les symboles ..... 19
**CHAPITRE II : CAMPAGNE ET SYMBOLISATION DES PARTIS AU BURUNDI** ..... 22
Section 1 : Historique des partis politiques burundais ..... 22
1.1. Le multipartisme des années de l'Indépendance ..... 22
1.2. Le multipartisme de 1992 à la veille des élections de 2010 ..... 28

Section 2 : Pourquoi plusieurs partis politiques au Burundi ? ..... 31
2.1. Parti comme moyen d'accéder à la richesse ..... 31
2.2. Conflits entre les gens à l'origine des partis politiques ..... 32
2.3. Des circonstances favorables ..... 33
Section 3 : Présentation de quelques partis en compétition : 2005-2010 ..... 34
3.1. Le parti CNDD-FDD ..... 34
3.1.1. Les symboles distinctifs ..... 34
3.1.2. Programme du CNDD-FDD ..... 36
3.1.2. 1. Aux élections générales de 2005 ..... 36
3.1.2.2. Aux élections générales de 2010 ..... 37
3.2. Le parti CNDD ..... 38
3.2.1. Les symboles distinctifs ..... 38
3.2.2. Programmes du parti CNDD ..... 39
3.2.2.1. Aux élections générales de 2005 ..... 39
3.2.2.2. Aux élections générales de 2010 ..... 40
3.3. Le parti UPRONA ..... 40
3.3.1. Les symboles distinctifs ..... 40
3.3.2. Programmes du parti UPRONA ..... 41
3.3.2.1. Aux élections de 2005 ..... 41
3.3.2.2. Aux élections générales de 2010 ..... 42
3.4.1. Les symboles distinctifs ..... 43
3.4.2. Programmes du parti SAHWANYA-FRODEBU ..... 44
3.4.2.1. Aux élections de 2005 ..... 44
3.4.2.2. Aux élections générales de 2010 ..... 45
**CHAPITRE III : SYMBOLISATION : SENS ET SIGNIFICATIONS ..... 48**
Section 1 : Comparaison selon les origines ..... 48
Section 2. Comparaison selon les symboles ..... 50
2.1. Le salut du parti ..... 51
2.2. Les signes et symboles des partis ..... 53

Section 3. Comparaison selon les stratégies ..... 57
3.1. Les discours thématiques de campagnes ..... 57
3.2. Positionnement par rapport au contexte ..... 62
Section 4. Les tendances lourdes du système ..... 65
4.1. Présidentialisation ..... 66
4.2. Pratiques clientélaires et néo-patrimoniales ..... 68
4.3. Récurrences autoritaires ..... 70
**CONCLUSION GENERALE ..... 72**
**BIBLIOGRAPHIE ..... 75**
**ANNEXES ..... 78**

# INTRODUCTION GENERALE

Généralement, l'histoire des partis politiques africains prend naissance dans les mouvements de décolonisation. La naissance des partis politiques au Burundi s'inscrit dans cette dynamique des tentatives de se débarrasser du colonisateur. Pendant cette période, le Burundi a connu le multipartisme, mais ce dernier a été précocement enterré parce que depuis la première République jusqu'en 1992, le Burundi a vécu le monopartisme.

Avec l'éclatement de la crise de 1993, au lieu de mener un combat pour faire avancer ou pour atteindre une évolution politique à travers les partis politiques, on a connu diverses orientations dont celle de la rébellion.

Avec l'accord d'Arusha, le multipartisme se définit avec les principes de partage du pouvoir. En 2005, les élections démocratiques ont eu lieu et 35 partis y ont participé. Cette évolution a continué car en 2010, les élections ont impliqué 43 partis politiques.

Après au moins une décennie de la crise qui a paralysé la vie de notre pays, les acteurs politiques burundais sont arrivés à signer l'accord de paix d'Arusha qui a défini le multipartisme avec les principes de partage du pouvoir. En 2005, les élections démocratiques ont eu lieu et 35 partis y ont participé. Cet évolution a continué jusqu'en 2010, d'où l'augmentation du nombre des acteurs politiques car les premières campagnes électorales de cet année ont impliqué 43 partis politiques.

Néanmoins, cette situation pléthore des acteurs partisans ne correspond pas avec la réalité sur terrains parce qu'il devrait y avoir une différence remarquable dans leurs programmes, leurs fonctionnements, leurs projets,.... De plus, bon nombre de ces partis politiques burundais existe au sein du Ministère de l'intérieur dont les partis en charge, mais ne sont pas visible sur terrain.

Cela est ainsi, alors que V.O. Key, dans « Standing Decisions » dit que « *la période des campagnes électorales est une période qui n'aurait pour principal effet que celui d'activer et de renforcer les prédispositions politiques déjà existantes* »[1].

Compte tenu de ce que représente la campagne électorale, deux plus importantes questions se posent :

1° Sur quoi se fixent les partis politiques burundais pour accéder au pouvoir ?

2° Pourquoi n'y a –il pas de différences remarquables ? Quelles en sont les implications ?

**3. Hypothèses**

Selon DELANDSHEERE (G) « *Une hypothèse est une affirmation provisoire concernant la relation entre deux ou plusieurs variables. Le but de la recherche sera de confirmer, d'infirmer ou de nuancer cette affirmation* »[2]. Dans cette perspective, les hypothèses suivantes ont justifié en grande partie la question de départ.

Les politiques burundais développeraient moins les programmes au profit des appartenances sociales de toute sorte.

Le recours aux identités communautaires; aux cultes des chefs, etc. provoquerait l'inexistence des projets de société pendant la campagne électorale.

---

[1] LAZARSFELD (P.), BERELSON (B.), GAUDET (H.). *The people's choice*, Columbia university Press, 1994; BERELSON (B.), LAZARFELD (P.), Mc PHEE, Voting, Columbia University, 1995, cité par NIMUBONA (J.) *dans le cours de Théories et Systèmes Politiques*, UB, Département d'Histoire, A/A 2011-2012.

[2] DELANDSHEERE, (G), *Dictionnaire de l'évaluation et de la recherche en pédagogie*, Paris, PUF, 1974, cité par NIYITUNGA, (J.C.), *Analyse de la transhumance politique au BURUNDI (1992-2015)*, Bujumbura, UB, FLSH, août 2017, p.5

**4. Articulation du travail**

Notre travail s'articule sur trois grands chapitres, le premier est un cadre conceptuel et théorique. Le deuxième chapitre est consacré aux caractéristiques des partis pris comme exemple parmi une multitude des partis qui ont participé aux élections de 2005 et 2010 et enfin le dernier chapitre fait des analyses significatives des différences qui existent entre les partis politiques au Burundi.

**5. Délimitation du sujet**

Notre sujet porte sur deux périodes : les élections de 2005 et celles de 2010. Le choix de ces deux périodes s'explique par le fait que ce sont des années au cours desquelles les élections ont été organisées. C'est au cours de celles-ci que l'on apprécie mieux les thèmes qui font les différences entre les partis.

Notons aussi que le cadre spatial de notre travail de recherche s'étend sur tout le territoire national. Pourtant, nous adressons nos excuses aux lecteurs pour avoir seulement mener des enquêtes dans une seule province (KAYANZA). Considérant que plusieurs régions du pays subissent les mêmes discours thématiques pendant les campagnes électorales. C'est pourquoi nous avons essayé de récolter différentes données dont les communes de KAYANZA. Signalons également que le handicap majeur avait été le manque de moyens nécessaires pour pouvoir parcourir d'autres provinces.

**6. Méthodologie de recherche**

Sur le plan méthodologique, l'élaboration de notre travail a suivi :

1° Une recherche documentaire : c'est une série des textes législatifs et réglementaires relatifs aux partis politiques et aux campagnes électorales (la constitution de la république du Burundi du 18 mars 2005, la loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques, le décret portant

organisation des manifestations sur la voie publique et réunions à caractère public.

Il s'agit également du recours aux ouvrages généraux, les rapports des sociétés civiles burundaises, les rapports des réunions des partis politiques, les dépliants des partis politiques, les écrits des politiques, etc.

2° Enfin une enquête sur terrain, plus spécialement auprès des membres des partis politiques, de la société civile, la population ....

Pour mieux analyser notre thème, nous avons fait appel à des approches théoriques :

D'abord, **l'interactionnisme stratégique** dont le postulat fondamental est que les choix politiques, les décisions résultent des interactions c'est-à-dire des échanges plus ou moins violents entre acteurs ou des groupes.

Ensuite, **l'approche psychosociologique** dont le postulat fondamental est que certains phénomènes politiques sont le résultat des comportements individuels mais influencés par la société u le groupe d'appartenance.

# CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

## Introduction

Dans ce premier chapitre, nous allons dégager quelques concepts à élucider pour pouvoir nous tracer une bonne voie qui nous amènera à faire une comparaison entre les partis politiques pendant une période de campagne électorale.

Avant d'entrer dans le vif du sujet dans les deux derniers chapitres, nous allons d'abord faire un aperçu général qui explique les notions de parti politique et de campagne électorale. D'amblée, on y va tout en sachant qu'il n'y a pas une seule définition, d'un seul auteur, dans un seul ouvrage ou autre document qui nous sert d'explication toute nette et directe. D'où donc, nous allons confronter plusieurs auteurs à chacune de ces deux notions.

## Section 1: Notion de parti politique

### Définitions

Maints auteurs ont essayé de donner une définition de parti politique. Mais, comme l'affirme Georges BURDEAU « *il est vain de prétendre donner une définition précise de la notion de parti si on ne la situe pas préalablement à une époque et dans un milieu politique et social*»[3]. C'est pour cette raison que nous allons chercher à confronter plusieurs auteurs dans divers domaines (politiques, économiques, sociologiques, etc.).

D'après le dictionnaire ROBERT, « *un parti est une organisation politique dont les membres mènent une action commune pour donner (ou conserver) le pouvoir à une personne, ou un groupe pour faire triompher une idéologie* »[4]

Cela montre que les membres d'un parti politique agissent dans leur unicité basée sur une idéologie. Donc, ils doivent avoir les mêmes visions politiques dans leur globalité.

---

[3] BURDEAU, (G), Traité de Science Politique, Paris, LGDJ, 1982, p.3
[4] Dictionnaire ROBERT, 1962

Selon M. DUVERGER, « *les partis politiques seraient formés par toutes ces institutions dont la tâche essentielle est de conquérir le pouvoir et de l'exercer*»[5].

Ici, l'auteur attache une grande importance sur la lutte pour le pouvoir et son exercice. Il fut complété par Joseph SCHUMPETER.

Pour lui, « *un parti politique est un groupe dont les membres se proposent d'agir de concert dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir*»[6].

Il est ici convaincu qu'un parti est un groupe uni qui doit manifester une solidarité dans la compétition pour la conquête du pouvoir.

Contrairement à James BRYCE, « *Un parti politique est toute organisation qui présente des candidats aux élections législative*»[7].

L'auteur ne fait aucune distinction de groupes politiques, mais il généralise. Il considère qu'un parti doit être capable d'affronter l'électorat. Le seul critère suffit pour lui.

Mais, selon Georges BURDEAU, « *les partis ne sont pas seulement des organisations politiques et sociologiques, mais des organisations relevant du droit .... Ils sont devenus des composants intégrés de la construction constitutionnelle et de la vie politique réglée par le droit constitutionnel*»[8].

---

[5] DUVERGER. (M). Les partis politiques, Paris LGDJ, 1957, p.1

[6] SCHUMPETER (J.), Capitalisme, Socialisme et démocratie, Paris, Payot, 1961, cité par BIZOZA (O.), *Stratégies des partis politiques face à la crise socio-politique burundaise (1993-2008) : Cas des partis FRODEBU-UPRONA, BUJUBURA, UB, FLSH*, p.5, 2011.

[7] BRYCE (J.), *The American Commonwealth*, cité par BIZOZA (O.), *stratégie des partis politiques face à la crise socio-politique burundaise (1993-2008) : cas des partis FRODEBU-UPRONA*, Bujumbura, UB, FLSH, 2011, p.6

[8] BURDEAU. (G.), *op. cit.* p.262

L'idée de BURDEAU est contraire à celle de J. BRYCE. C'est un complément tout à fait contraire, il montre que tout groupement politique ou organisation politique capable de se présenter aux élections n'est pas un parti. Pourtant, est parti si cette organisation est régie par le droit constitutionnel.

Pour le politologue P. BRAUD, « *les partis politiques sont des formations qui groupent des hommes de même opinion pour leur assurer une influence véritable sur la gestion des affaires publiques*»[9]. Ici l'auteur montre qu'un parti politique permet aux adhérents d'avoir une part directe à la gestion et à la surveillance d'une chose publique.

De plus, les partis politiques doivent œuvrer au profit des membres une fois arrivés au pouvoir car, « *Un parti c'est un groupement organisé pour participer à la vie politique en vue de conquérir partiellement ou totalement le pouvoir et d'y faire prévaloir les idées et les intérêts de ses membres*»[10]

Plusieurs auteurs ont donc travaillé sur le sujet, mais il est important d'insister sur la définition de Joseph LA PALOMBARA et Myron WEINER

Selon les deux auteurs, « *un parti politique est donc une organisation durable, agencée du niveau national au plan local, visant à conquérir et à exercer le pouvoir, et recherchant un soutien populaire*»[11].

Cette définition d'un parti moderne se fonde sur la réunion de quatre critères :

1. Une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l espérance de vie politique soit supérieure à celle de ses dirigeants en place. Cela montre qu'un parti se différencie des autres organisations (clubs, cliques, factions...) par sa continuité.

---

[9] BRAUD, (P.), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2006, p.22

[10] Cité par FRANÇOIS, (G.), in DEBBACH, (C.) et PONTIER, (J.M.), cité par BAGAYA, (A.), *Stratégie de conquête du pouvoir par les politiques Burundais : De la logique institutionnelle à la lutte armée*, U.B, FLSH, 2003, p.20

[11] LA PALOMBARA, (J), WEINER, (M), *Political parties and polical development*, Princeton, 1966 In SCHWARTZENBERG, (R.G), ***Politique comparée***, *Les grands systèmes politiques contemporains*, Paris, les cours de droit, VI, 1980,p.p.475 - 476

2. Une organisation locale bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; cela pour dire que chaque parti doit être solidement organisé du sommet à la base.
3. La volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir, seul ou avec d'autres et non pas simplement d'influencer le pouvoir. Ce caractère différentie le parti aux groupes de pression.
4. Le souci enfin de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière. Si les partis sont soutenus par des partisans membres et ces derniers apportent leur confiance.

Actuellement, Daniel-Louis SEILER abonde dans le même sens tout en ajoutant deux compléments. Pour lui, les partis politiques *« sont des organisations visant à mobiliser des individus autour d'un projet afin de conquérir le pouvoir de gouvernement »*[12].

Selon cet auteur, tout parti doit être fondé sur un projet de société, sur une organisation et sur des individus mobilisés.

A partir de cette triade, l'auteur a mis à jour une véritable structure élémentaire[13] des partis politiques occidentaux :

- La logique du projet : celle-ci est saisie à la fois diachroniquement et synchroniquement. A l'aide du paradigme de Rokkan sur le développement historique de l'Europe, l'auteur distingue quatre clivages (centre/périphérie, Etat/Eglise, rural/industriel, possédants/non-possédants) qui structurent lors de la naissance des partis des projets différents. Projets qui sont remodelés par des éléments synchroniques que sont la nature de l'électorat, celle des membres, et dirigeants du parti ainsi que des groupes d'intérêt lesquels il est lié.

[12] SEILER, (D-L.), *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Armand collin, 1988, pp. 125-126
[13] *Ibid.*

- La logique d'organisation : « la condition nécessaire est suffisante qui préside à la naissance d'un parti et qu'il définisse un projet correspondant à un clivage sociétaire», mais poursuit-il, « la condition nécessaire à la permanence à travers le temps tient à la capacité manifestée par son organisation de faire face à quatre exigences » qui sont la taille, l'unité, le dynamisme et la « retentivité » (ou capacité à réagir aux vœux des gens de base)
- La logique de la mobilisation : les partis politiques, écrit l'auteur, ce sont « enfin, des hommes et, dans une mesure moindre, des femmes promus acteurs par la grâce de la mobilisation partisane ». Daniel-Louis SEILER distingue trois cercles de mobilisés : les dirigeants, les militants et les adhérents et le cercle extérieur des électeurs, matière première dont il s'agit d'extraire le vote.

La notion de parti est si vaste. De même, plusieurs définitions sont complémentaires, mais il est si difficile de donner une nette définition unique. Pour avoir plus de connaissances à propos, il est très utile de recourir aussi sur les notions d'origine et de fonctions des partis comme le stipule R.G. SCHWARTZENBERG, « *La notion de partis se définit plus complètement en examinant l'origine et les fonctions des partis* »[14].

Mais, avant d'entamer ces deux points qui pourront nous éclairer sur cette notion, nous pouvons conclure qu'un parti politique est une organisation de personnes mobilisées autour d'une même idéologie, régie par le droit et qui se donnent pour mission de conquérir le pouvoir et de l'exercer.

[14] SCHWARTZENBERG. (R.G.), *op. cit.*, p.475

## 1.1. L'origine des partis

Les partis prennent naissance au 19ès du phénomène des partis politiques modernes. En Angleterre, le phénomène de parti n'apparaît véritablement qu'avec la réforme électorale de 1832 et l'organisation des sociétés « registration societies » locales, à l'initiative des libéraux, pour l'inscription des électeurs sur les listes électorales.

Aux Etats-Unis, c'est l'époque de JACKSON, vers 1830, que l'organisation des partis se développe, jusqu'à la création de puissantes bases locales appuyées sur de larges couches populaires.

En France et dans d'autres pays du continent européen, l'organisation en parti est liée à la révolution de 1848. Au Japon, premier pays d'Asie à importer les institutions occidentales, les partis n'apparaissent pas avant la nouvelle ère Meiji de 1867, voire même avant la première guerre mondiale.[15]

De manière dense, les partis politiques possèdent une double origine : électorale et parlementaire et extérieure.

### 1.1.1. Une origine électorale et parlementaire

Les partis naissent avec la démocratie. Plus s'accroît le rôle des assemblées, plus les élus de même tendance sont tentés de se réunir pour agir de concert : d'où la formation des groupes parlementaires. Plus le droit de vote s'étend, plus il devient opportun de canaliser les suffrages ; d'où apparition de comités électoraux, pour patronner des candidats et soutenir leurs campagnes.

Il restait à établir une liaison permanente entre ces deux éléments, en fédérant, à la base, les comités électoraux des élus, qui, au sommet, s'étaient réunis dans les mêmes groupes parlementaires.

[15] SCHWARTZENBERG. (R.G), *op. cit.*, p.447

Ainsi furent créés les premiers partis politiques, par institution d'une coordination permanente et de liens réguliers entre ces deux cellules mères, groupes parlementaires et comités électoraux.[16]

### 1.1.2. Une origine extérieure

Les « partis de création extérieure » sont essentiellement établis par une institution préexistante dont l'activité propre se situe en dehors des élections et du parlement.

Divers sont les groupements et associations, les « organismes extérieurs », qui peuvent provoquer la naissance d'un parti. Parmi eux, on peut citer les syndicats, les sociétés de pensées, les groupements professionnels paysans, les Eglises et les groupements religieux, les associations d'anciens combattants, les groupements clandestins ou secrets, les groupements industriels et financiers.

Selon M. DUVERGER, ces partis de création extérieure présentent des traits communs, qui les distinguent des partis engendrés dans le cycle électoral et parlementaire : caractère plus centralisé, discipline et cohérence plus forte, prépondérance non des élus mais des dirigeants internes et un peu de détachement, voire de confiance, envers le jeu parlementaire.[17]

### 1.1.3. Une origine par recomposition

A côté de ces deux grandes catégories ci-hautes citées, on peut terminer par les partis nés par fusion ou par scission d'autres partis ou groupes de partis.

Ici, en appliquant le modèle de M. DUVERGER prouve que 1 sur 13 partis politiques africains sont d'origine parlementaire et électorale alors que 1 sur 3 sont de cette origine dans le reste du monde.[18]

---

[16] SCHWARTZENBERG, (R.G), *op. cit.*,, p.448
[17] SCHWARTZENBERG, (R.G.), *op. cit.*, p.478
[18] *Idem*, p. 479

### 1.2. Fonctions des partis

Dans *Science Politique*,[19] Dominique CHAGNOLLAUD propose une synthèse des fonctions des partis politiques :

- **Structuration du vote :** fonction première et constitutive des partis est de concourir à la formation et à l'expression du suffrage ;
- **Laboratoire d'idées :** fonction d'idéologie du parti, d'alimentation du débat politique, d'élaboration de programmes pouvant contribuer aux politiques publiques et à la formation de l'opinion publique ;
- **Recrutement politique** : ils permettent la sélection des candidats et du personnel politique ;
- **Gouvernement** : ils participent voire contrôlent le pouvoir et contribuent à l'élaboration des normes ;
- **Socialisation politique** : ils contribuent à l'intégration des citoyens dans le système politique ;
- **Médiation et patronage** : ils permettent d'agréer les demandes et de fournir une assistance ou des services aux citoyens ;
- **Tribunitien** : ils intègrent les exclus au système politique.

De manière synthétique, deux fonctions résument celles citées en haut :

#### 1° Fonction politique

Les partis assurent le rôle d'intermédiaire entre le peuple et le gouvernement : le parti élabore un programme présentant ses propositions qui, s'il remporte les élections seront reprises dans le projet du gouvernement.

Les partis de l'opposition peuvent proposer des solutions alternatives à la politique de la majorité en place et ainsi remplir une fonction « tribunitienne » en traduisant le mécontentement de certains électeurs.

---

[19] CHAGNOLLAUD, (D.). *Science Politique*, site Internet : www.lgdg.fr/science-politique (Consulté le 17 septembre 2016 à 10h45')

Les partis ont aussi une fonction de direction. Ils ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée. Si dans les régimes pluralistes la conception traditionnelle est que le pouvoir exécutif est une charge de l'intérêt national indépendamment des partis, ceux-ci s'assurent bien la conduite de la politique nationale par l'intermédiaire de leurs représentants au gouvernement et dans la majorité parlementaire. Ils structurent et stabilisent le régime démocratique en le faisant fonctionner. Animateurs du débat politique, ils contribuent aussi à structurer l'opinion publique.

De plus, avec la tendance à la professionnalisation de la vie politique, les partis ont acquis un rôle de sélection des responsables appelés à gouverner.

**2° Fonction socio-économique**

Selon Philippe BRAUD *« les partis politiques ne sont pas que des machines électorales et des arènes pour débattre. Ils sont aussi des agents de socialisation au même titre que la famille, l'Eglise, l'école, les syndicats, les groupes des pairs, les entreprises, les associations ainsi que les média »*[20].

Ce sont les partis politiques donc qui sont des voies de canalisation des mécontentements sociaux, mais aussi chargés de promouvoir la paix sociale. En plus, les campagnes électorales ne doivent non seulement être d'ordre politique, mais aussi des campagnes à base des projets économiques pour le développement social.

**Section 2 : Notion de campagne électorale**

**Définitions**

De manière générale, « *une campagne électorale est un ensemble d'activités menées pendant une période limitée et mettant en œuvre un maximum de moyens en vue d'un résultat précis et concerté* »[21].

Dans le même sens le dictionnaire Larousse dit : « *une campagne est un ensemble des opérations de propagande qui précèdent une élection ou un référendum.* »[22]

A partir de la première définition, nous voyons qu'il peut exister des campagnes dans plusieurs domaines. Par contre, la deuxième définition se focalise sur une campagne électorale.

---

[20] BRAUD, (P.), *Manuel de sociologie Politique*, 9è éd., Paris LGDJ, 2008 cité par OAG, *Etat des lieux des partis politiques burundais à la veille des élections de 2010*, Bujumbura, Septembre 2009, p.16

[21] Dictionnaire électronique, version 2.5.http:// www.*wiktionary.org*/

[22] Dictionnaire Larousse

Ainsi le dictionnaire en ligne donne une définition plus précise, « *La campagne électorale est la période précédant une élection, durant laquelle les candidats et les partis font leur promotion dans le but de récolter le plus grand nombre de voix possible* »[23].

A ce niveau, les hommes politiques rédigent généralement un programme électoral ou un programme politique, c'est-à-dire qui détermine une stratégie générale de la réalisation des actions projetées.

Pourtant, nous pouvons définir un programme électoral, comme « *un exposé général des intentions et des projets d'une personne, d'un groupe ou d'un parti. C'est un corps de propositions relatives au gouvernement d'un pays qu'une personne ou un parti présente aux électeurs* »[24].

Une campagne électorale devient donc un effort consenti par une personne désirant occuper un poste au gouvernement et qui passe par l'adhésion des électeurs. Dans des régimes démocratiques, les campagnes électorales sont les voies principales par lesquelles les candidats font connaître leurs opinions et par lesquelles les électeurs sont informés des positions d'un candidat ou d'un parti.

D'après le dictionnaire du vote, « *une campagne électorale se présente sous forme pratique comme l'ensemble des actions en œuvre pour informer, propager des conceptions politiques, persuader des électeurs, et de tous les efforts menés par des acteurs individuels ou collectifs en compétition pour désigner le titulaire d'une fonction élective, décider ou consulter par référendum*»[25].

Les auteurs de ce dictionnaire montrent ce que visent les hommes politiques. C'est d'attirer un nombre non négligeable des voix qui les conduisent à une fonction politique par une voie des urnes.

---

[23] Encyclopédie en ligne, *www.wikipédia.org*
[24] MAKOMBO, (M.), *Programme électoral*, in NGOMA (B.), *Marketing et stratégie d'action d'un parti politique*, Kinshasa, Ifep, p.37
[25] PASCAL, (P.) et DOMINIQUE, (R.), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, p.133

Pour y arriver, les mêmes auteurs montrent les forces mobilisables pour atteindre cette finalité :

> *« Faire une campagne, c'est mobiliser pour rallier des suffrages, sous la contrainte d'un encadrement juridique de la compétition. C'est mobiliser des ressources de cette nature : des ressources matérielles (le financement), humaines (les militants et bénévoles), organisationnelles (les forces politiques) ; idéologiques (les représentations), symboliques (les signes) ; tout cela pour mobiliser des électeurs, c'est-à-dire capter leur intention [...] ou des propositions publiques»*[26].

On le voit, la campagne est une période ou activité politique officielle. Et chaque campagne électorale est régie par des lois, « *la campagne électorale fait objet d'une réglementation détaillée tant en ce qui concerne sa durée que les procédés de propagande qui peuvent être utilisés »*[27].

C'est l'avis aussi de Lucien SFEZ qui dit que *« une campagne électorale c'est l'ensemble des moyens de communication qui sont utilisés, dans une période donnée, par les candidats, les partis et organisations qui les soutiennent afin de convaincre les électeurs, pris individuellement, de leur apporter leur suffrage pour le poste qu'ils briguent »*[28].

Par ailleurs, lors de la campagne électorale, les politiques développent les idées pour séduire l'électorat dans le cadre de ce qu'on appelle « propagande politique ».

---

[26] *Idem, op. cit.*, p.133
[27] *Ibidem*
[28] SFEZ, (L.), *Dictionnaire de la communication*, T2, PUF, Paris, 1993, p.1349

Selon Wikipédia, *« la propagande politique est un ensemble d'actions psychologiques influençant la perception publique des événements, des personnes ou des enjeux, de façon à endoctriner ou embrigader une population et la faire agir et penser d'une manière voulue »*[29].

Partant de cette définition, on remarque que la propagande est une action, visant à s'appliquer directement à la conscience d'une catégorie ciblée dans le but d'orienter cette dernière vers un choix voulu. Les propagandes sont supposées être des clairvoyants pour guider ceux qui subissent cette action (la population ciblée).

Aussi dit le Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication, *« la propagande est ensemble des stratégies d'information et de communication, principalement politiques et religieuses, dont le but est d'influencer ceux à qui elles s'adressent »*[30].

Comme la 1ère, cette deuxième définition montre que les acteurs propagandistes doivent tout faire pour influencer ceux qui subissent la propagande.

Aussi pour Lucien SFEZ « *la propagande peut être définie comme une stratégie de persuasion destinée à imposer des références collectives et à transformer les mentalités et les conduites d'un groupe important d'individus* »[31]. Ici, SFEZ montre le but ultime de toute propagande. Il s'agit d'intéresser ceux qui la subissent par la prise de leur inconscience.

De plus, une propagande vise généralement à conquérir ou à détruire le pouvoir. Cela signifie que toute propagande politique cherche à faire asseoir dans les esprits des électeurs un programme d'un candidat ou groupes d'individus ou de son parti (conquête du pouvoir).

---

[29] http: fr.Wikipédia.org/wiki/Propagande
[30] Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication, p.452
[31] SFEZ, (L.), *op.cit.*, p.1002

De plus, la propagande politique ne doit pas laisser d'influencer la population sur les échecs du pouvoir en place pour sa destruction.

Dans le Dictionnaire du vote, on définit la propagande électorale comme « *l'ensemble des procédés grâce auxquels chaque candidat ou liste de candidats entend développer son programme et mettre en valeur ses mérites pour obtenir le vote des électeurs* »[32].

Cela montre que la propagande électorale est une sorte d'éloge du candidat. C'est une technique ou ensemble de stratégies ou on vante les mérites d'un tel candidat avec comme but d'intéresser les électeurs. Mais pour développer une campagne, plusieurs stratégies sont utilisées.

## 2.1. Les instruments stratégiques de la campagne électorale

### 2.1.1. Les symboles

D'après le dictionnaire électronique « *un symbole est une figure ou un objet qui sert à désigner une chose le plus souvent abstraite, une idée ou un concept.* »[33]Cela montre que cette figure incarne une valeur représentative d'une chose immatérielle.

Le but ultime des symboles dans une campagne électorale est de situer l'électeur dans ce champ politique. En effet, le choix de l'électeur est dicté par l'identité politique qui correspond le mieux à ses aspirations.

L'usage des symboles donne à l'électeur le sentiment de son identité politique et de surcroît lui octroie une position d'arbitre entre les partis ou coalition de partis en course au pouvoir.

---

[32] PASCAL. (P.) et DOMINIQUE. (R.). *op. cit.*, p.762

[33] *Dictionnaire électronique*, version 2.5. http : //www.Wiktionaly.org

Ainsi dit LAMIZET, « *le sens du geste électoral institue pleinement l'identité du sujet symbolique en l'occurrence de l'électeur* »[34].

Pour Philippe BRAUD, « *les symboles politiques sont des symboles socialement efficaces qui ont pour caractéristiques de mobiliser l'attention sur divers registres effectifs, celui du respect (ou du rejet) vis-à-vis d'un leader, d'une institution politique, d'une doctrine, celui encore de « la remise en soi » (ou de l'acharnement à détruire) dans les comportements politiques passionnels ; bref tendent à susciter des opinions, des attitudes et des comportements relevant de la « séduction ou de la répulsion »*[35].

Bref, comme on le voit, les symboles politiques ont un rôle d'identifier une force qu'a un tel acteur politique (candidat ou parti). Cette force est représentée pendant la période de propagande politique à travers un nom, un sigle ou un logo pour attester une réalité.

### 2.1.2. Le discours politique

Les hommes politiques usent de toutes les astuces possibles pour se faire remarquer, surtout par leur capacité de convaincre le public avec des mots et des paroles convaincants, bref, avec un discours soigneusement préparé et pensé, qui accompagne l'essentiel de leurs actions.

Ainsi donc, selon Le BART, « *Le discours politique reflète alors l'état du champ politique au moment où il est produit ainsi que la position occupée, dans ce champ, par celui qui parle* »[36]. Il s'agit en effet, pour l'homme de donner un sens à ses dires, d'autant plus qu'il détient la paternité de ce qu'il avance dans cet environnement.

---

[34] LAMIZET. (B). *Cours de communication politique*. Institut d'Etude Politique de Lyon, 2002-2003, cité par Jacques Yves MOLIMA, *Communication politique et logique d'actualisation dans le champ électoral Approche constructiviste de la campagne de l'union pour la nation en RDC*, 2009 (Mémoire online)

[35] BRAUD. (P.). *Sociologie politique*. 6è éd., Paris, LGDJ, 2007, p .99

[36] Le BART. (C.). *L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur*, cité par Jacques Yves MOLIMA, Ibidem

Selon Reli WINDISH, « *le discours politique est un discours essentiellement conflictuel* »[37].

En démocratie, on peut cependant constater que le discours politique s'emploie dans une articulation entre le consensus et le conflit. Pour Paul RICOEUR, la démocratie n'est pas un régime politique sans conflit, mais, un régime dans lequel les conflits sont ouverts et négociables.[38] D'où le discours est pris comme une arme servant à communiquer avec le public. Il vise à persuader, dominer, combattre, lutter, vaincre, convaincre, résister ou se révolter.

Bref, un discours politique dans une campagne électorale, à côté d'être un discours justificatif, c'est un discours de réplique, qui vise à répondre à un concurrent ou à détruire l'idée émise par la partie adverse.

En conclusion, nous avons développé les notions de parti politique et de campagne électorale dans le but d'élucider quelques concepts qui pourraient être des outils des deux chapitres suivants. Après avoir essayé d'expliquer ces deux notions, nous pouvons entrer sans doute dans des discussions de la campagne et symbolisation des partis politique ainsi que leurs effets sur le champ politique.

---

[37] WINDISH, (R). *Communication conflictuelle*, Paris, Ed. L'âge d'homme, cité par Jacques Yves MOLIMA, op.cit. p. 45

[38] Cité par Jacques Yves Molima, *Ibidem*

# CHAPITRE II : CAMPAGNE ET SYMBOLISATION DES PARTIS AU BURUNDI

## Introduction

Comme le dit Alexis de TOCQUEVILLE, « *les partis ... n'ont pas dans tous les temps le même caractère et les mêmes instincts* »[39]. On verra donc comment à travers l'histoire, les partis politiques se sont structurés et ont réagi face aux différents clivages et enjeux depuis l'indépendance aux élections de 2005 et 2010.

## Section 1 : Historique des partis politiques burundais

Depuis l'époque des années de l'indépendance à l'heure actuelle, le monopartisme et le multipartisme s'observent en alternance au Burundi. Cette alternance se subdivise en deux grandes périodes :

A. Le multipartisme des années de l'indépendance.

B. Le multipartisme de 1992 à aujourd'hui

### 1.1. Le multipartisme des années de l'Indépendance

Les partis politiques au Burundi remontent à la veille de l'Indépendance. A l'époque, plus d'une vingtaine de partis politiques avaient vu le jour. Mais, tenant compte de leur présence dans toutes les régions, du nombre d'adhérents, quatre partis étaient les plus actifs : UPRONA, PDC, PDR, et PP.

[39] De TOCQUEVILLE, (A.), *De la démocratie en Amérique (1835)*, T1, les Editions Gallimard, Paris, 1992, p.52

**1° Origine sociale**

Les trois premiers étaient animés principalement par des leaders nationaux issus de la vieille aristocratie, particulièrement au niveau de ses deux principales composantes, les BEZI et les BATARE tandis que le P.P. issu de l'association des progressistes et démocrates barundi était notamment à la promotion politique, sociale, économique et culturelle des Bahutu et des simples Batutsi.

Dans ce clivage social, plusieurs partis naissant à cette époque étaient caractérisés par la promotion, le développement et la protection des déshérités ethniques. C'est par exemple la prolifération des petits partis d'influence locale (Mouvement Rural du Burundi à Bururi seulement), partis à caractère syndical(Partis des Travailleurs du Burundi, Partis des jeunes Travailleurs du Burundi, Rassemblement des Travailleurs Barundi), partis à tendance « ethnique » (Union de Hutu, Tutsi et Twa du Burundi, Parti de l'Emancipation Populaire, Union pour la Promotion Hutu, Rassemblement Populaire Africain fondé par l'un des proches du prince Louis RWAGASORE, financé par le colon Albert MAUS et les syndicats chrétiens de la Belgique opposait ouvertement les « Bahutu aux Baganwa et grands Batutsi », il entretenait aussi des liens étroits avec le PARMEHUTU rwandais).[40]

Malgré ces divergences, plusieurs de ces partis entrent dans la marche vers l'indépendance avec un attachement à la personne des rois car ils réclamaient une monarchie constitutionnelle (c'est-à-dire la démocratisation des institutions soit avant ou après l'indépendance : indépendance immédiate pour les uns ou retardée pour les autres).

[40] JOSEPH. (G.), *Les partis politiques et la recherche de l'indépendance au Burundi*, **Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX ès-XX ès)**. site internet : https : 'books google.com'books ? Isbn 286537350 (consulté le 10/05/2017 à 12h 15')

A partir de tous ces clivages, ces partis optent pour former trois cartels, l'un autour du parti UPRONA, l'autre autour du PDC et enfin un troisième autour du PP, mais ce dernier n'étant pas pur et net[41]

La volonté affichée de l'UPRONA était de vouloir accéder à l'indépendance de façon immédiate, alors que les partis autour du PDC cherchaient l'indépendance retardée avec le soutien de la Belgique. Pour le PP c'était une tendance purement sociale sous un double objectif : se libérer du « paternalisme féodal » des princes Baganwa et défendre les intérêts des Bahutu.

[41] C'était une tendance d'ordre ethnique : la promotion culturelle des Bahutu et des simpl[illegible]

**Tableau 1 : Les cartels politique**

| CARTELS / PARTIS POLITIQUES | Partis démocrates et monarchiques | Ijwi ry'amajambere y'abasanzwe[42] | Front commun populaire et démocrates | Amaraso y'abasangi [illegible] du peuple | Union d[illegible] partis populair[illegible] |
|---|---|---|---|---|---|
| UPRONA | X | | | | |
| PP | | X | X | | X |
| PDC | | | X | | |
| MPB | | X | X | X | |
| UDP | | | X | X | |
| VPM | X | X | X | | X |
| DNB | X | | | X | |
| PDR | | | X | X | |
| PDJTB | X | | | X | |
| AB | X | | X | | |
| PEP | | X | X | | |
| UNB | | | X | X | X |
| RPB | | | X | | X |
| PC | X | | | X | |
| MRB | | | X | | |
| UHTTB | | | | | |
| PTB | | | | | |
| RTB | | | | | |
| UPROHUTU | | | X | X | X |
| CCB | | | | | |
| PR | | | | | |
| PARSOCILIBRE | | | | | |
| BURUNDI POPULAIRE | | | | | |
| RPA | | | | | |

*Source* : UB, FLSH, Département d'Histoire, *Histoire de l'Afrique de l'Est (XIXès - XXès)* (Actes du colloque de Bujumbura (17-24 octobre 1989).

Lors des élections du 18 Septembre 1961, qui visaient l'Indépendance, c'est le parti UPRONA qui avait largement gagné. Sur 64 sièges, le [illegible] de RWAGASORE en avait eu 56 et les 8 qui restent étaient pour les autres partis et indépendants en compétition.

[42] Ijwi ry'amajambere y'abasanzwe ( la voix du développement des simples citoyens)

Cependant, le 13 octobre 1962 ce fut une date qui a laissé le parti UPRONA dans une situation difficile à cause de l'assassinat de son leader charismatique. le Prince Louis RWAGASORE, fils du MWAMI et premier chef du gouvernement du Burundi indépendant.

**2° Clivage idéologique**

L'assassinat du Prince Louis RWAGASORE a été suivi par la pendaison des principaux chefs du PDC, les deux fils du Prince BARANYANKA. Ce parti qualifié de parti de « BAMENJA » ou « Parti rebelle » est progressivement effacé sur la scène politique au Burundi et beaucoup de ses cadres se sont alors fondus au sein de l'UPRONA. Entre 1962 et 1965, le parti UPRONA fut divisé en groupes « Casablanca » et « Monrovia ». Ces deux groupes traduisaient un clivage entre un autre clivage « progressistes » et « modérés».

Il cachait « Casablanca » et « Monrovia ». Ce clivage était [illegible] niveau continental et ethnique entre Tutsi (Casablanca) et Hutu (Monrovia)

En conséquence, les institutions en place étaient déstabilisées par des luttes qui s'observaient au sein de l'Assemblée Nationale. Ils s'accusaient mutuellement de tentatives de déstabilisation des institutions et des procès politiques s'en suivaient. Dans cette situation confuse, le Mwami décida de dissoudre l'Assemblé Nationale au mois de mars 1965 et de convoquer des élections pour le 10 mai 1965.

Au cours de ces élections, deux partis s'affrontaient : le parti UPRONA largement traversé par des clivages ethniques et le PP qui profitait de cette situation pour sortir de son état agonisant dans lequel l'avaient conduit les élections du 18 septembre 1961. Sur les 33 sièges en lice, l'UPRONA en avaient eu 21, le PP 10 et 2 revenaient aux indépendants.

---

[45] NDUWAYO (J.M.), *Histoire Générale du Burundi* (Syllabus du cours), 2ème cand. ; A.A 2010-2011 in *WWW.arib.info-site* web de l'ARIB asbl copyright @ ARIB.INFO 2002-2017

**Tableau 2 : Résultats des élections du 10/5/1965**[44]

| PARTI POLITIQUE | SIEGES OBTENUS | |
|---|---|---|
| | Nombre | % |
| UPRONA | 21 | 63,63 |
| PP | 10 | 30,30 |
| INDEPENDANTS | 2 | 7,07 |
| TOTAL | 33 | 100 |

*Source* : Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Etude sur le financement du fonctionnement des partis politiques et des campagnes électorales. (Rapport de l'OLUCOME).

**3° Clivage ethnique**

Les députés de l'UPRONA nouvellement élus et ceux du PP n'avaient pas accepté le premier ministre Léopold BIHA nommé par le MWAMI. Ce refus cachait une considération d'ordre ethnique. Les députés hutu élus au sein de l'UPRONA et au PP considéraient qu'ils avaient gagné et que le Roi devrait nommer le premier ministre parmi eux.

Une tentative de coup d'Etat fut orchestrée par des militaires hutu soutenus par certains hommes politiques. Cette tentative fut écrasée dans le sang et la lutte ethnique se solda par l'élimination d'une bonne partie des élites politiques Hutu, le coup d'Etat du 23 novembre 1966 et l'érection du parti UPRONA en parti unique dominé par le « groupe Casablanca » et la chute de la monarchie. Depuis 1966 jusqu'en 1992, l'UPRONA est devenu parti unique.

[44] Au total, les Hutu de l'UPRONA et ceux du PP étaient au nombre de 23 députés alors que les Tutsi au sein de l'UPRONA avaient réuni dix députés.

## 1.2. Le multipartisme de 1992 à la veille des élections de 2010

Suite à une conjonction de facteurs externes (le sommet de La Baule tenu du 19 au 21 juin 1990[45] et des conditionnalités de l'aide) et internes (revendications libérales et ouverture progressive de quelques pays africains à la démocratie et au multipartisme), le Burundi connut une évolution quasi-révolutionnaire.

En effet, la constitution du 03 mars 1992 reconnaît le multipartisme sur la scène politique burundaise.

Un décret-loi était promulgué le 15 avril 1992 et des partis politiques déjà en clandestinité depuis des années se sont bousculés pour se faire agréer. Depuis cette date jusqu'aux élections du 01 juin 1993, neuf partis[46] ont vu le jour.

Au total 12 partis[47] étaient en place à la veille des élections de 1993.

Mais, seuls l'UPRONA et le SAHWANYA-FRODEBU occupaient presque toutes les communes du pays. C'est ce dernier qui décrocha une écrasante victoire avec 65 députés sur 81 et une présidence pour Melchior NDADAYE.

Parmi tant de clivages qui avaient caractérisé ces partis pendant les élections de 1993, nous pouvons retenir le clivage ethnique. Le FRODEBU avec ses alliés se regroupaient dans un courant des « innovateurs démocrates ». Ils se manifestaient tantôt comme des tenants de la démocratie contre l'autoritarisme.

---

[45] C'était le 16ème sommet franco-africain tenu dans le but de faire l'ajustement politique dans les pays africains. La France voulait guider les pays africains dans le but de quitter le monopartisme pour embrasser le multipartisme démocratique.

[46] Il s'agit des partis : ANADDE, PIT, PL, PP, PRP, RPB, RADDES, SAHWANYA-FRODEBU

[47] Il s'agit des partis : UPRONA, PRP, PP, RPB, FRODEBU, ANADDE, RADDES, PL, PSD, PL ABASA, MSP-INKINZO

C'est dans les discours officiels où on peut le voir : « *le parti SAHWANYA FRODEBU s'engage à constituer un vaste courant démocratique se déployant dans toute la communauté nationale en vue de la conquête pacifique du pouvoir dans l'intérêt de tous les habitants de ce pays* »[48].

A travers ce discours, nous remarquons que le FRODEBU voulait une démocratie sans distinction ethnique, régionale ou clanique. Sachant qu'il était face à face d'un pouvoir, depuis le 23 novembre 1966 dans les mains des chefs d'Etat militaires d'origine tutsi, d'une même province (Bururi) d'une même commune (Rutovu) et d'un même clan (Hima). Aussi se considérait comme innovateur pacifique car il assurait de faire une conquête de « *pouvoir pacifique* ».

Pour l'UPRONA et ses alliés, ils s'engageaient à faire la paix et l'unité via la réconciliation. Le pouvoir de Buyoya acceptait quelques exactions commises par les pouvoirs antérieurs.

A ce sujet, l'UPRONA dit que « *Malgré les vicissitudes de la vie politique sous la première et la deuxième République, les idées inspirées par l'UPRONA étaient toujours nationalistes et généreuses et instruisaient de jeunes générations qui les retournaient contre les dirigeant divisionnistes* »[49]. Ici, ce parti semble assumer les fautes du passé tout en montrant qu'il s'engage à promouvoir la paix. Cela se montre aussi à travers l'un de ses slogans lors des présidentielles de cet époque : « *Tora BUYOYA, tora ubumwe n'amahoro* » (voter pour Buyoya, c'est voter la paix et l'unité).

---

[48] FRODEBU, *conférence de presse du président du parti*, Bujumbura, 1 8/1992, p2 cité par Julien NIMUBONA, Elections présidentielles du 01/6/1992 au Burundi : *Problématiques de la légitimation en situation de dynamiques socio-politiques*, Mémoire de DEA en Science politique, Université de Bordeaux I, 1994, p80

[49] UPRONA, Programme du parti UPRONA, Bujumbura, mai 1992, p5-6, cité par Julien NIMUBONA, op. cit., p.92

Sans beaucoup de détails, nous pouvons décoder à travers les campagnes de cette période les deux cartels représentant les deux grandes composantes sociales du Burundi. Derrière le FRODEBU, se rangeaient les partis RPB, PP et PL : cartel perçu comme pro-hutu, mais prônant la « *démocratie* » et le cartel derrière l'UPRONA perçu comme pro-tutsi avec un masque de la « *réconciliation nationale* ».

Suite à une crise qui a suivi l'assassinat du président Melchior NDADAYE, le clivage ethno-politique s'amplifia. De nombreux arrangements (Kigobe-Kajaga, Accord interne, etc) n'ont pas réussi à arrêter la spirale des violences. Non plus, le retour au pouvoir en juillet 1996 du président Pierre BUYOYA par un coup d'Etat n'a pas ramené la paix.

Les violences internes ont continué jusqu'à un accord sur le partage du pouvoir signé à ARUSHA le 28 Août 2000 par une dizaine de partis politiques, laissant les 2 mouvements rebelles[50] dans des opérations intérieures sur les collines du Burundi. Ce contexte de négociations a permis de clarifier la nature des clivages et des enjeux majeurs entre les partis politiques. Autour de cet accord, on observe la naissance de plusieurs partis politiques et la radicalisation ethnique.

Lors des négociations de paix débutées en 1998 à Arusha et conclues en 2000, les partis se regroupèrent en deux sphères ethniques : le G7 pour les Hutu et le G10 pour le Tutsi[51]. Les logiques de cette polarisation étaient le moyen de s'entendre pour se répartir le pouvoir politique sur base de quotas ethniques, 60% pour les Hutu et 40% pour les Tutsi. Dans les institutions sécuritaires, le pouvoir est partagé à parts égales. Une période de transition de 36 mois organise l'alternance entre un président Tutsi et un président Hutu, suivie par les premières élections post-conflits de 2005.

---

[50] CNDD-FDD et le PALIPEHUTU-FNL

[51] G7 : Groupe de 7 partis et mouvements armés Hutu (FRODEBU, PP, RPB, CNDD, PALIPEHUTU-FROLINA, PL) et G10 : groupe de 10 partis politiques Tutsi (UPRONA, ANADDL, PSD, RADDES, PRP, ABASA, PARENA, MSP-INKINZO, AV-INTWARI, PIT)

En décembre 2002, le chef du mouvement rebelle CNDD-FDD signa un accord de cessez-le-feu et en 2003 ce fut le tour du PALIPEHUTU-FNL, mouvement rebelle très radical de signer l'accord.

Les élections démocratiques de 2005 impliquèrent 32 partis politiques sur 35 que comptait le pays et c'est le CNDD-FDD qui a largement remporté les élections avec une majorité absolue dans tous les niveaux du pouvoir.

Cette inflation surprenante n'a pas cessé, car en 2010, le Burundi comptait 43 partis politiques légalement agréés dont 25 ont participé aux élections communales.

Lors des élections de 2010, l'enjeu pour le CNDD-FDD était de se maintenir au pouvoir. Le seul réel danger pour ce parti était de perdre sa majorité et de devoir ouvrir son gouvernement à des groupes d'opposition.

Finalement, le CNDD-FDD a pu se maintenir, puisqu'après le premier scrutin, les partis d'opposition qui s'étaient réunis au sein d'une même alliance ont décidé de se retirer du jeu électoral et de boycotter les élections suivantes. Pourtant, rien n'a empêché que ces élections ont eu lieu.

## Section 2 : Pourquoi plusieurs partis politiques au Burundi ?

Cette situation de surabondance des partis politiques burundais est expliquée par plusieurs facteurs. Mais, parmi tant d'autres, retenons les faiblesses de nos politiques et leurs partis et l'histoire qu'avait vécue notre pays.

### 2.1. Parti comme moyen d'accéder à la richesse

Au Burundi même si les postes politiques sont moins nombreux, la plupart des militants des partis estiment que sont des postes politiques source d'aisance matérielle (belle maison, voiture,...).

Pourtant, « *Un parti politique c'est un groupement organisé pour participer à la vie politique en vue de conquérir partiellement ou totalement le pouvoir et d'y faire prévaloir les idées et les intérêts de ses membres* »[22]

Or, au Burundi certains hommes politiques créent des partis politiques sans forcément réussir autant de membres pouvant les amener à conquérir ni totalement ni partiellement le pouvoir. Le seul fait de figurer sur la liste des partis politiques agréés suffit pour nourrir leurs espoirs d'un probable lendemain meilleur. C'est le cas des partis nés juste à des périodes qui semblent donner les faveurs de pouvoir accéder à des postes politiques.

Entre mai 1992 et août 1993, 8 partis politiques ont été agréés pour pouvoir participer aux élections de 1993.

Entre août 2002 et décembre 2002, 8 autres partis ont été agréés pour profiter des accords conclus à ARUSHA qui accordent des postes politiques aux partis. Entre février 2004 et février 2005, 13 partis politiques ont été agréés pour se présenter aux élections de cette même année. Entre avril 2008et juin 2009, 7 partis ont été agréés, avec une soif de se présenter aux élections de 2010

Bref, toute période favorable, est un enjeu majeur et visé par nos politiques pour la recherche des places politiques qui pourraient leur procurer un avenir meilleur.

### 2.2. Conflits entre les gens à l'origine des partis politiques

De tels cas conflictuels sont observables chez les hommes politiques burundais. Des malentendus politiques ou non peuvent surgir entre les membres d'un tel parti et peuvent entraîner l'origine de naissance des partis politiques.

---

[22] FRANCOIS Goguel sur le site « https:// WWW.Superprof./ressources droit/constitutionnel science-politique-intro/types-criteres-d-un parti-po.html

Ces partis nés des dissensions internes sont des partis qui n'ont pas de réelle différence avec les partis d'origine des membres fondateurs car même la plupart des militants proviennent des « partis-mères ».

C'est le cas des partis : [53]

- ABAHUZA : fondé par le Prince Godefroid KAMATARI un ancien membre du PRP
- ADR-IMVUGAKURI : fondé par Alice NZOMUKUNDA un ancien membre du Parti CNDD-FDD
- ALIDE : fondé par Joseph NTIDENDEREZA un ancien du PL
- PARIBU : fondé par Benoît NDORIMANA un ancien membre du PARENA
- PMP : fondé par Guillaume RUZOVIYO un ancien membre du PRP
- RADEBU : fondé par J. de Dieu MUTABAZI, un député du FRODEBU
- SAHWANYA –FRODEBU-NYAKURI-IRAGI RYA NDADAYE fondé par Dr Jean MINANI, un député du FRODEBU
- SANGWE-PADER : fondé par Augustin NZOJIBWAMI, un ancien du PRP du parti FRODEBU

**2.3. Des circonstances favorables**

Certaines périodes qu'avait connues notre pays ont favorisé la survivance de plusieurs petits partis qui étaient agonisants.

Autour de 1998, les micro-partis justes après la mort du Président Melchior NDADAYE ont été encouragés par leur incorporation dans les institutions républicaines. C'est le même cas en 2002 où cette période était très favorable aux petits partis qui ont participé à la gestion du pouvoir suite à l'accord d'Arusha.

[53] OAG, *op. cit.* p.38

Suite à ces périodes historiques mais aussi occasionnelles, les partis qui tendaient vers leur disparition s'étaient renouvelés en partis qui gèrent le pouvoir. C'est ainsi que l'espoir reste collé aux esprits des chefs des partis même si leurs partis ne comptent que les membres fondateurs.

Seul l'agrément au sein du Ministère de l'intérieur en charge des partis politiques satisfait et / ou donne espoir aux leaders des partis politiques sans tenir compte de la taille de leurs partis.

Ces facteurs ci-hauts-cités montrent les faiblesses que connaît notre pays dans le domaine politique et ces faiblesses peuvent affecter tous les autres domaines du pays. Et plus particulièrement les institutions qui gèrent notre pays. La situation de surabondance ne dépend non seulement de ces facteurs évoqués ici, mais aussi, il en a d'autres qui ne sont pas cités c'est par exemple, les procédés communautaristes, clientélaires, ethniques, régionaux, etc.

## Section 3 : Présentation de quelques partis en compétition : 2005-2010

### Introduction

L'identité des partis politiques burundais se manifeste clairement pendant la période des campagnes électorales car c'est dans ces dernières où tous les symboles distinctifs constituent une ressource exploitable par les politiques. Ce sont surtout les appellations, les symboles, les couleurs, l'historique de chaque parti, les devises et les programmes des partis.

### 3.1. Le parti CNDD-FDD

#### 3.1.1. Les symboles distinctifs [54]

Dénommé « Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces de Défense pour la Démocratie - Inama y'igihugu irwanira demokarasi - Ingabo zigwanira demokarasi».

[54] Voir carte en annexes

Ici, le parti du CNDD-FDD se distingue des autres partis au point de vue objectif de sa création. D'abord, il s'engage à une défense de la démocratie tout en cachant sa lutte pour le pouvoir. Pour Léonard NYANGOMA, l'objectif de la création du CNDD-FDD était : *« protéger les autorités civiles, aider la population, défendre le processus démocratique que les putschistes veulent enterrer »*[55].

Le CNDD et sa branche armée FDD-INTAGOHEKA s'étaient formés le 24 septembre 1994 après l'assassinat du 21 octobre 1993 du président Melchior NDADAYE. Cet assassinat avait plongé le pays dans une guerre civile.

Le CNDD-FDD se considérait comme un mouvement rebelle à dominante hutu engagé pour une lutte démocratique et pour la libération du peuple hutu considéré comme longtemps exclu et maltraité par les Tutsi de l'UPRONA au pouvoir. Derrière les propos de Léonard NYANGOMA, nous pouvons décoder l'objectif de libération d'une majorité exclu par une minorité :

*« Dans toute lutte (militaire ou politique), le moyen le plus important c'est le peuple, pour le moment nous avons plus de 90% de la population derrière nous nous ne voulons pas décevoir ce peuple »*[56].

En 2003, le CNDD-FDD s'est scindé en deux. L'un a gardé le nom et s'est placé sous l'autorité de Pierre NKURUNZIZA tandis que l'autre devenait le CNDD dirigé par Léonard NYANGOMA. Le CNDD-FDD devient parti politique le 8 août 2004 lors du congrès de GITEGA et a été officiellement agréé par ordonnance ministérielle du 10 janvier 2005.

---

[55] Burundi : Histoire de la Lutte armée de CNDD. (Vidéo ajouté le 15 8 2013 sur YouTube) : http : m. youtube.com watch ? V=TCPlwp Ycm-4 (consultée le10 5/2015 à 10h00')

[56] Burundi : Histoire de la Lutte armée de CNDD. (Vidéo ajouté le 15 8 2013 sur YouTube) : http : m. youtube.com watch ? V=TCPlwp Ycm-4 (consultée le10/5/2015 à 10h00')

Depuis sa fondation comme mouvement rebelle jusqu'à l'agrément comme parti politique, le CNDD-FDD reste dans son idéologie historique (mouvement combattant).

Ce parti est désormais le parti qui a gagné les élections générales de 2005, celles de 2010 avec le même président Pierre NKURUNZIZA. Mais signalons que les deux dernières élections générales (2010 et 2015) ont été contestées et même boycottées par les partis de l'opposition burundaise.

Le symbole principal du parti c'est *l'aigle noire* : symbolisant la force, le dynamisme et la bravoure (symbole du guerrier africain) ; *l'épée* tenue par l'aigle dans sa jambe droite : symbole d'un combat pour la patrie ; *une feuille de manioc* dans les ongles de l'aigle dans sa jambe gauche : symbole de la paix et le développement pour tous.

Le drapeau du parti est un rectangle constitué de trois couleurs sur trois bandes verticales de même dimension rangées dans cet ordre : *le rouge* : symbole du sang versé pour le combat pour la démocratie (lutte démocratique) ; *le vert* : symbole d'espoir d'un pays avec un avenir meilleur ; *le blanc* : symbolisant la paix .La devise du parti est Justice-Démocratie-Développement.

### 3.1.2. Programme du CNDD-FDD

#### 3.1.2. 1. Aux élections générales de 2005

Dans le domaine politique, le parti CNDD-FDD s'engage à prévenir et éradiquer toutes les causes à la base de l'insécurité, qu'elles soient endogènes ou exogènes, réprimer et éradiquer l'injustice, le vol, toutes les formes d'atteinte aux bonnes mœurs, les crimes de sang, le génocide et les malversations économiques de toutes natures ; instaurer un régime et une bonne gouvernance pour le bien du peuple et renforcer la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Dans le domaine économique, il s'engage à : s'atteler aux activités de nature à accroître les produits de l'agriculture et de l'élevage : préserver et améliorer les conditions du rendement des terres arables : multiplier et distribuer les cultures et espèces animales rentables ; prévenir et soigner les maladies qui s'attaquent aux cultures et au bétail ; apprendre aux agriculteurs et éleveurs les techniques modernes ; encourager l'épargne dans les sociétés et les banques, lesquelles pourront octroyer des crédits à des taux préférentiels aux clients qui présentent des projets et en ce qui concerne le commerce : comme celui du carburant et autres mesures de stabilisation des prix arrêtées, à la satisfaction des vendeurs et des clients : organiser et gérer convenablement les stocks stratégiques ainsi que le fonds spécial.

Dans le domaine socio-culturel , il s'engage à : renforcer les activités propres à assurer une santé saine à la population : une bonne alimentation, un logement décent, boire de l'eau potable, la propreté du corps et du milieu d'habitation : planifier l'éducation des enfants et de jeunesse en tenant compte des souhaits de la population et développer les écoles primaires et secondaires pour assure une éducation de qualité et valoriser la culture pour qu'elle soit le fondement à l'éducation, aux valeurs humaines et à la proximité.

### 3.1.2.2. Aux élections générales de 2010

Dans le domaine politique le parti CNDD-FDD s'engage à: renforcer les institutions chargées de lutter et de réprimer la corruption, le détournement en toute forme de malversation économiques et poursuivre les réformes économiques pour assurer une bonne gestion du patrimoine de l'Etat : promouvoir la réconciliation, le respect des lois et des institutions ainsi que la lutte contre toute forme de division dont les résultats sont la cohabitation pacifique des citoyens et valorisation des droits humains et donner une place visible à la jeunesse dans l'administration publique.

Dans le domaine économique, il s'engage à : réformer l'agriculture par une dotation de plus en plus croissante sur le plan tant technique que financier ; améliorer les cultures de rente, comme le café et le thé, les producteurs doivent participer dans la fixation des prix et augmenter le nombre de barrages hydroélectrique et les sources alternatives.

Dans le domaine socio-économique, il s'engage : à promouvoir la propreté dans a capitale et les villes secondaires, protéger l'environnement et disponibiliser d'eau potable et électricité, infrastructures routières, scolaires, sanitaires, etc. ; garantir les soins de santé à toute la population nécessiteuse et développer une politique de l'emploi, particulièrement en faveur des jeunes Lauréats.

### 3.2. Le parti CNDD

#### 3.2.1. Les symboles distinctifs[57]

Dénommé « Conseil National pour la Défense de la Démocratie ». Après le renversement des institutions démocratiques et l'assassinat de Melchior NDADAYE, ami de lutte de Léonard NYANGOMA, ce dernier a fondé le CNDD le 24 septembre 1994. Le CNDD était doté d'une branche armée, les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD).

Suite à des dissensions, le CNDD a donné naissance au CNDD-FDD actuel.

Comme beaucoup d'autres partis politiques burundais, le CNDD signa l'accord d'ARUSHA le 28 août 2000 (Accord pour la paix et la Réconciliation au Burundi).

Le 08 mars 2003, le CNDD organisa son Assemblée Constituante et fut agréé comme parti politique le 13 janvier 2005.

La Devise est « *Demokarasi-Iteka-Iterambere* » (en Français : Démocratie-Dignité-Prospérité).

---

[57] Voir symboles en annexes

L'Emblème du CNDD est composée de *feuilles de bananiers* en forme de croissants de lune entourant le sigle CNDD au bas duquel figurent *une houe, un marteau, un épi de Maïs et une banane* symbolisant le travail et la récolte. Ces croissants sont entourés par la devise en Kirundi en haut et en Français en bas. Le drapeau du CNDD : Trois bandes horizontales, *une bande bleue en haut*, *un rouge au milieu* et *le vert en bas* symbolisant respectivement la liberté, le Patriotisme et l'Espérance. Le salut du CNDD : *« Tugire umuhoro, iteka n'itekane »* on répond : *« Kuri bose »*. Le signe du ralliement est le poing levé qui accompagne le salut.

Sauf qu'il y a eu des divisions internes pour des profits individuels qui ont données naissance au parti CNDD-FDD, le parti CNDD reste dans l'idéologie de défendre la démocratie par la force du peuple. Les deux partis ne diffèrent en rien (ils ont une même histoire).

### 3.2.2. Programmes du parti CNDD

#### 3.2.2.1. Aux élections générales de 2005

Dans le domaine politique, le parti CNDD s'engage à réduire l'exécutif aux président de la République, premier Ministre et 18 ministres au maximum avec autant de directions ; introduire la méthode de suivi-évaluation des politiques et activités au sein des services et des agents de l'Etat et faciliter l'accès de tous à la justice dans la vie quotidienne en simplifiant les procédures et en adoptant des procédures rapides.

Dans le domaine économique, il s'engage à faire du vélo et des transports en commun les premiers modes de déplacement et à stimuler la création des coopératives de transport ; réorganiser le service des postes de façon à le rendre disponible pour chaque citoyen, l'immatriculation des domiciles de tous les habitats du Burundi et augmenter la productivité agricole en assurant aux agriculteurs l'accès au capital adéquat.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à permettre à toute la population d'avoir l'eau potable, à un logement décent et aux infrastructures élémentaires d'hygiène ; restructurer l'enseignement supérieur et adapter les programmes aux besoins du pays tout en relevant le niveau scolaire et académique, encadrer la prévention et l'hygiène sociale et veillera à rendre obligatoire la présence des infrastructures hygiéniques dans chaque enclos et parcelles d'habitation.

### 3.2.2.2. Aux élections générales de 2010

Dans le domaine politique, le parti CNDD s'engage à trouver une solution durable aux revendications non écoutées des fonctionnaires et lutter contre la corruption et toute sorte de détournements des biens publics.

Dans le domaine économique, il s'engage à vaincre la faim dans 3 ans ; supprimer le chômage d'ici cinq ans par une politique des grands travaux et concevoir une politique énergétique propre à donner à 50 % de la population de l'eau potable et de l'électricité d'ici 2015.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à libérer les femmes sur tous les plans ; régler définitivement les problèmes de terres et mener une politique du logement de façon à ce que chaque burundais ait un logement décent à un coût modique.

## 3.3. Le parti UPRONA

### 3.3.1. Les symboles distinctifs[58]

L'UPRONA adopte un symbole très significatif dans la mémoire des Burundais : *le héros national* Prince Louis RWAGASORE , fondateur de ce parti en 1958.

[58] Voir symboles en annexes

Le parti UPRONA a un drapeau à deux couleurs : *le rouge* (symbole du progrès) et *le blanc* (symbole de la paix). Sa devise correspondait à celle de la nation avant 1992 « *Unité, Travail, Progrès* », devient « *Unité, Justice, Développement* »[59]

Le signe du ralliement est la main levé avec les trois doigts du milieu, l'index et l'annulaire croisés devant les trois autres fixés vers le haut, accompagné du salut.

Son objectif principal était de lutter contre l'occupation belge et pour l'obtention de l'indépendance du pays. En mars 1960, l'UPRONA fait son premier congrès et réclame l'indépendance immédiate.

Après sa victoire du 18 septembre 1961 aux élections législatives, avec 58sièges de députés sur les 64, son fondateur entre en fonction de 1^er^ Ministre le 26 septembre, mais fut précocement assassiné le 13 octobre 1961 sans même assisté à la proclamation de l'indépendance du 1^er^ juillet 1962. Le 23 novembre 1966, l'UPRONA est proclamé parti unique et à partir de cette date devient un parti-Etat et un instrument du pouvoir militaire jusqu'en 1993.

Aux élections de 2005, l'UPRONA s'est classé 3è parti après le FRODEBU et le CNDD. En 2010, l'UPRONA a obtenu aux législatives, ce qui lui permettant d'entrer au gouvernement.

### 3.3.2. Programmes du parti UPRONA

#### 3.3.2.1. Aux élections de 2005

Dans le domaine politique, le parti UPRONA s'engage à réviser la constitution afin qu'elle permette le partage du pouvoir entre toutes les composantes de la société burundaise.

---

[59] JULIEN, (N.), *op.cit.*, p104

Cette constitution accorderait une place convenable au domaine des « BASHINGANTAHE » ; restaurer l'indépendance judiciaire en accroissant le budget affecté à ce secteur et instaurer un Etat droit qui protège tout burundais et ses biens.

Dans le domaine économique, il s'engage à lutter contre la faim et la pauvreté en multipliant les cultures rentables et résistantes au soleil, accroitre les espèces animales modernes pour que le niveau de vie du citoyen s'améliore ; mettre à la portée de l'éleveur les médicaments et les aliments pour le bétail et mettre en place une banque qui accorde des crédits aux agriculteurs et éleveurs avec implantation d'agence et de bureaux dans chaque commune du pays.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à former gratuitement chaque enfant jusqu'à l'âge de 16 ans ; construire les nouveaux locaux et rénover les infrastructures de l'université et organiser la formation de troisième cycle et mettre en place des bibliothèques, des salles publiques ou de jeu dans chaque commune.

### 3.3.2.2. Aux élections générales de 2010

Danse le domaine politique, le parti UPRONA s'engage à faire une justice prompte et équitable ; séparer les pouvoirs et faire des élections libres et faire la paix et réconciliation nationale.

Dans le domaine économique, il s'engage à garantir un recrutement transparent et fondé sur la compétition ouverte au public ; lancer un programme national d'emploi à haute intensité de main d'œuvre et créer un observatoire national de l'Emploi promotion (ONEC) et une Agence Nationale de l'emploi en vue de répertorier toutes les opportunités d'emploi et permettre à tous demandeurs et d'être informés sur les emplois disponibles et d'être orientés selon les critères qui garantissent l'égalité des chances.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à créer un centre de formation par commune et un cycle technique dans chaque commune des provinces qui n'en ont pas ; octroyer une compensation de bourse aux étudiants non logés dans les homes universitaires et construire les terrains de sports aux chefs-lieux des communes.

### 3.4. Le parti SAHWANYA-FRODEBU

#### 3.4.1. Les symboles distinctifs[60]

La salutation du parti est faite d'un « bras levé vers le haut avec une main en poing ». Le poing signifie *« tous ensemble pour aboutir à l'objectif souhaité »*.

Le drapeau du FRODEBU est fait de deux couleurs : *le vert* (symbole de l'Espoir) et *le blanc* (symbole de la Paix). La devise est *« Démocratie, Travail, Equité »*.

Le bulletin de vote du candidat de FRODEBU présente la photo de NDADAYE saluant du poing. Martyr et héros de la démocratie.

Le coq chantant invite les gens à se réveiller pour aller au travail. Le coq chantant signifierait la fin d'une époque sombre (assimilée à une nuit), et le début d'une autre *« Le Burundi nouveau »*, caractérisé par la « démocratie, le travail et l'équité ».

Le sceau du parti comporte *une houe*, *d'un régime de banane* et *d'un poisson* (symbole du travail et de la production).

Le FRODEBU fut fondé par Melchior NDADAYE. Après avoir quitté le pays en 1972, il s'intéressa beaucoup à la politique même si il était en exil. En 1976 il participa à la création du Mouvement des Etudiants Progressistes Burundais au Rwanda (BAMPERE), dont il a été président jusqu'en 1979.

---

[60] Voir carte en annexes

En août 1979, il participa à la fondation du Parti des Travailleurs du Burundi (UBU) qu'il quittera en 1983 à la suite de divergences sur les stratégies à adopter pour renforcer la démocratie au Burundi.

En 1986, Melchior NDADAYE fut l'un des membres fondateurs en clandestinité, du Front pour la Démocratie du Burundi (FRODEBU) devenu officiel en 1991, il présida ce parti jusqu'à sa victoire électorale aux élections présidentielles et législatives du 1er et 29 juin 1993[61].

### 3.4.2. Programmes du parti SAHWANYA-FRODEBU

#### 3.4.2.1. Aux élections de 2005

Dans le domaine politique, le parti SAHWANYA-FRODEBU s'engage à édifier un Etat démocratique en exigeant la mise sur pied de structures administratives facilement accessibles à tous les citoyens qui en ont besoin. A cette fin, le découpage administratif du territoire sera repensé dans certains cas dans l'objectif de rapprocher l'administration des populations et de faire reconnaître de la commune le creusement de l'éclosion de la citoyenneté et un vecteur de développement ; il s'engage aussi à lutter contre l'impunité passant par le renforcement du système judiciaire, afin qu'il puisse fournir aux citoyens une justice équitable impartiale et réconciliatrice et développer une politique volontariste de promotion des BATWA, notamment en leur accordant des facilités d'accès à l'enseignement public et aux emplois de l'Etat.

Dans le domaine économique, il s'engage à encadrer le monde rural. Pour ce faire, la création des ONG locales œuvrant dans le domaine du développement travaillant en partenariat avec les ONG étrangères sera fortement encouragée

[61] Publication de Presse Burundaise (PPB), article : « *Burundi>commémoration du 22è anniversaire de l'assassinat du président NDADAYE* » (par Astère NDUWAMUNGU)

Une législation conséquente sera mise en place ; il s'engage aussi à équilibrer la répartition des infrastructures physiques (écoles, routes, hôpitaux, eau, etc) et des projets de développement sera constamment recherché dans les régions et moderniser des axes routiers dans le cadre du désenclavement.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à établir un équilibre dans la carte sanitaire du pays et assurer la formation accrue des agents de santé et de médecins ; améliorer des conditions de travail et valoriser la carrière des enseignants et la langue nationale de kirundi, prôner l'identité nationale et faire rayonner les valeurs culturelles positives des peuples burundais.

**3.4.2.2. Aux élections générales de 2010**

Dans le domaine politique, il s'engage à consolider une démocratie : combattre toutes les pratiques discriminatoires et promouvoir les droits et libertés de la personne humaine.

Dans le domaine économique, il s'engage à mettre en place une politique des activités à haute intensité de main d'œuvre pour garantir l'emploi et mettre à la disposition des jeunes ruraux des terrains pour réaliser les activités agricoles, artisanales, d'élevage ainsi que de loisirs.

Dans le domaine socio-culturel, il s'engage à installer des centres de rayonnements scolaire dans les communes permettant aux scolarisés et non scolarisés de continuer à s'inscrire même en dehors des heures de cours ; généraliser et renforcer l'éducation à la citoyenneté et renforcer le KISWAHILI et l'ANGLAIS dans tous les curricula scolaires formels et informels.

**Tableau 3 : Synthèse des signes distinctifs et des programmes des partis**

| PARTIS | SYMBOLES ET COULEURS | PROGRAMMES | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Politiques | Economiques | Socio-culturels |
| CNDD-FDD | | -promotion de la démocratie<br>-respect des droits de l'homme<br>-lutte contre l'injustice et l'insécurité | -amélioration de la production agro-pastorale<br>-stabilisation des prix | -amélioration de la santé de la population<br>-une bonne planification éducative<br>-promouvoir la culture et les valeurs humaines |
| | | -promotion de la paix et la bonne gouvernance | -promotion d'une croissance économique accélérée de qualité, favorable à la réduction de la pauvreté | -promotion de la qualité des services sociaux de base<br>-promotion de la jeunesse dans la gestion de la société |
| CNDD | | -réorganisation du pouvoir exécutif<br>-suivi-évaluation des agents de l'Etat<br>-justice équitable<br>-faire des ajustements solidaires<br>-edifier un Etat démocratique<br>-éradiquer la corruption et le clientélisme | -promotion du domaine des transports<br>-augmentation de la production agricole<br>-maitrise de la science pour le développement économique durable cohérent | -promotion de l'hygiène<br>-amélioration des conditions de vie en développant le secteur logement<br>-restructuration du domaine éducatif<br>-insertion de la femme dans la gestion dans tous les secteurs de la vie du pays<br>-promotion d'un logement décent |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| UPRONA | | -partage équitable du pouvoir<br>-indépendance de la magistrature<br>-instauration d'un Etat de droit | -amélioration des conditions de vie du citoyen en développant le secteur agro-pastoral | -innovation du secteur éducatif du primaire à l'université depuis les communes |
| | | -séparation des pouvoirs et élections libres<br>-justice prompte et équitable<br>-paix et réconciliation nationale | -promotion de l'emploi et l'égalité des chances devant l'emploi | -promotion de l'enseignement technique<br>-amélioration des conditions de vie des universitaires<br>-promotion du domaine sportif |
| SAHWANYA-FRODEBU | | -édification d'un Etat démocratique et la décentralisation administrative<br>-lutter contre l'impunité<br>-promotion des Batwa dans le secteur éducatif | -développement rural<br>-accès équitable aux infrastructures étatiques | -respect de la carte sanitaire du pays et formation des agents sanitaires<br>-promotion de la langue nationale<br>-respect des valeurs culturelles positives |
| | | -consolidation de la démocratie pluraliste<br>-combat des pratiques discriminatoires<br>-promotion des droits et libertés de la personne humaine | -éclosion d'une économie améliorant des besoins vitaux des citoyens<br>-insertion des jeunes ruraux dans le développement économique durable | -développer et améliorer une politique soutenue d'instruction et de formation<br>-rendre disponible l'éducation à toute la citoyenneté |

Source : Tableau de moi-même à base des symboles distinctifs et des textes programmatiques

## CHAPITRE III : SYMBOLISATION : SENS ET SIGNIFICATIONS

Ce dernier chapitre est consacré à faire une analyse des partis politiques sur leur champ de travail surtout pendant la période des campagnes.

### Section 1 : Comparaison selon les origines

Comme nous le voyons, les partis politiques ne cessent de croître du jour au jour. La question la plus pertinente est de savoir si ces partis qui poussent comme des champignons enregistrent des différences. C'est ainsi qu'on cherche à répondre à cette question tout d'abord en jetant un coup d'œil sur leurs racines.

Selon R.G. SCHWARTZERBERG, *« les partis doivent naître avec la démocratie (origine électorale et parlementaire) ou bien naissent des groupements et associations (comme les syndicats, les sociétés de pensées, les groupements professionnels paysans, les Eglises et les groupements religieux, les associations d'anciens combattants, les groupements clandestins ou secrets, les groupements industriels et financiers) ou enfin naissent par reconstruction (c'est-à-dire par fusion ou par scission interne) »*[62].

Au Burundi, ce sont les deux dernières origines qui priment sur la première. De manière générale, si on essaie d'analyser les appellations de certains partis, on remarque que plusieurs d'entre eux partagent une même origine. Ce sont les quelques similitudes qui apparaissent dans les appellations, reflètant le contexte conflictuel dans lequel ils sont nés : front, défense, force, libération, conseil national ; ou bien d'autres montrent la lutte politique qu'ils poursuivent alors : unité, réconciliation, démocratie, etc.

[62] SCHWARTZERBERG, (R.G.), *op.cit.*, pp 475-479

Tout cela montre que les partis politiques au Burundi s'inscrivent dans la logique historique principalement à la filiation de luttes (pour l'indépendance au tour des années 1961, ethniques en 1993, partage du pouvoir au tour de 2005).

Si cet histoire de luttes, de libérations,...accompagnent les partis jusque dans les campagnes électorales.

Ce sont les mêmes tragédies qui préoccupent beaucoup les politiques Burundais dans les propagandes alors que ces dernières devraient être des moments de convaincre la population sur leurs projets de société.

Sachant que *« une campagne électorale se présente sous forme pratique comme l'ensemble des actions en œuvre pour informer, propager des conceptions politiques, persuader des électeurs et de tous les efforts menés par des acteurs individuels ou collectifs en compétition pour désigner le titulaire d'une fonction élective, décider ou consulter par référendum »*[63].

Au Burundi, rares sont ceux qui exposent leurs programmes. Ils passent leur temps en se lançant des injures en se basant sur les origines de ces partis.

Dans les discours officiels des partis qui situent leur origine dans la défense de la démocratie (FRODEBU, CNDD-FDD et CNDD), n'oublient jamais de rappeler à la population le passé en ces termes : « *NTIMUZE MWIBAGIRE IYO MWAVUYE, NTIMUZE MWIBAGIRE AKAHITIYE KABI, NTIMUZE MWIBAGIRE AMARASO Y'INCUNGU ZA DEMOKARASI,...* » (N'oubliez jamais d'où nous sommes venus, N'oubliez jamais le passé tragique, n'oubliez jamais le sang des héros de la démocratie).

[63] PASCAL,(P.)et DOMINIQUE ,(R.) *op .cit* . p. 133

Discrètement, si on interroge ceux qui subissent de tels messages, ils savent que la démocratie évoquée par ces partis n'est autre que la libération du peuple Hutu qui était maltraité par les régimes tutsi, militaires du Sud.[64]

Pour l'UPRONA, qui, depuis l'indépendance se base sur le concept de l'union / unité, avec le temps, ce parti ajoute la paix et la réconciliation. Ici aussi le sens que cachent ces concepts est autre. Pendant la lutte pour l'indépendance, le parti d' « union » pour le Progrès National était dans l'intégralité du sens du terme car il voulait l'union de tous, la force de tous, le travail en commun, ... pour accéder à l'indépendance.

Pourtant, avec le pouvoir quasi mono ethnique qu'il a patronné, le parti a préféré les trois concepts : « unité, paix et réconciliation ». Ici l'objectif principal était de redonner espoir à la population en vue de renoncer avec le passé tragique. Le concept démocratie n'a beaucoup intéressé le parti du PL RWAGASORE qu'avec les accords d'Arusha. Ici ce parti ne cachait que la volonté manifeste de défendre une minorité ethnique (les Tutsi).

Bref, nous pouvons affirmer que certaines similitudes des partis politiques au Burundi proviennent de leurs origines. Les partis nés dans un même contexte historique, n'enregistrent pas des différences pendant les campagnes électorales. Ils défendent leurs origines.

**Section 2. Comparaison selon les symboles**

Depuis l'émergence d'un parti fort de la majorité ethnique hutu (le FRODEBU) en 1993, les périodes des campagnes électorales qui s'en sont suivies sont devenues des moments opportuns de stigmatisation, des préjugés, du mensonge parfois par ignorance, ce qui cause le déchirement du tissu social et politique burundais après chaque période électorale. Les symboles des partis servent de fondement par la prise de position des acteurs politiques dans tous les camps.

[64] Entretien avec la population de la commune Gahombo et Muruta en province de KAYANZA

Au lieu de consacrer le peu de temps dont disposent les politiques burundais à exposer leur programme, ils parcourent tout le pays pour des propagandes purement mensongères dans le but de contrecarrer celui qui n'est pas de leur côté.

Comme nous l'avons évoqué au premier chapitre, *« le but ultime des symboles dans une campagne électorale est de situer l'électeur dans son champ politique ».*[65]

Pourtant, dans les campagnes électorales au Burundi, on est loin de cette logique pour des différentes raisons.

### 2.1. Le salut du parti

Le salut du parti UPRONA fondé sous le régime monarchique est « la levé de la main ainsi que des trois doigts du milieu »[66]. Cette salutation signifiait « Dieu, le Roi, le Burundi » (Imana, Umwami, Uburundi), ce qui caractérise directement la monarchie de droit divin de l'époque de sa fondation. Mais, d'après quelques considérations des partis rivaux à l'UPRONA, les trois doigts symbolisent les trois ethnies qui composent le pays et dont la signification a une connotation divisionniste. Entouré de l'index et de l'annulaire et plus long qu'eux, la visibilité du majeur est comparable à la domination et à l'arrogance des Tutsi sur d'autres composantes sociales. A partir de cette pure démonstration mensongère, les concepteurs peuvent justifier que tous les Burundais ne jouissent pas des mêmes droits. La masse illettrée qui fait la majorité de ceux qui subissent ces faux enseignements adhèrent aveuglement aux idées de ces détracteurs déguisés en renommés politiques.

---

[65] SFEZ ,(L .),*op.cit.*,p.1002

[66] Voir les symboles du parti UPRONA (significations)

De l'autre côté, pour faire face aux idéologies du FRODEBU, du CNDD et du CNDD-FDD, on leur attribue l'uniforme des partis des combattants ou on peut même aller plus loin pour leur stigmatiser en partis génocidaires.

Pour le FRODEBU, le coup de poing brandi en l'air est, selon une opinion opposée à ses causes, une véritable démonstration de force. Ils ajoutent aussi quelques mots dont le sens est mal interprété : *«Susuruka »* (slogan qui signifie « réchauffe-toi ! ») dans le sens de « Réveille-toi ! », *« Kanura burakeye »* (dans l'hymne du parti qui signifie il est temps de se réveiller pour l'heure du changement).

Ce réveil que prône le FRODEBU à travers ses slogans, l'hymne du parti, les chansons d'animation est interprété comme le présage d'un génocide (selon certains opposants aux idées du FRODEBU).[67]

Le CNDD étant considéré comme l'origine directe du CNDD-FDD et tous les deux restant attachés au FRODEBU, l'interprétation d'une salutation du CNDD-FDD manifeste une même démonstration de force. Dessinant une trajectoire de progression, le coup de poing du CNDD-FDD semble trouver son énergie du fond du cœur. C'est d'ailleurs cette force du fond du cœur qui est confirmée par le slogan circulant dans les adhérents de ce parti à l'approche des élections *«Tuzotora ikiri ku mutima »* (slogan qui fait allusion à cette salutation pour confirmer que c'est le CNDD-FDD qui est gravé sur le cœur des adhérents).

A ces salutations, quelques mots ou slogans que les membres de ces partis y rattachent font objet de campagne électorale et de conflit entre les partis adverses au détriment de vrai termes qui accompagneraient leurs salutations. L'exemple éloquent c'est le parti CNDD-FDD. En saluant, au lieu de s'exprimer convenablement *« Tugire CNDD-FDD ! »* pour répondre *« ni intsinzi ! »*, il y a ceux qui rattachent d'autres slogans comme *« Shirira ! », « Songa mbele ! »*...

[67] Entretien avec l'enquêté KARENZO Mathias, démobilisé, le12 /05/2015 à MURUTA

L'interprétation de l'opposition est autre ; aux membres du parti, « *shirira* » signifie soyez des brillants membres, soyez des membres courageux, soyez membres de bravoure ; d'où le verbe « *Gushirira* » qui signifie adhérer au parti CNDD-FDD. Néanmoins, dans le camp opposé qui démontre l'usage de la force pour faire adhérer aux idées de ce parti, il tire de ce slogan le verbe « *Gushiririza* » qui signifierait « faire adhérer par force dans le parti CNDD-FDD. »

Les hommes politiques burundais savent bel et bien le peuple à qui ils s'adressent. Connaissant la salutation et l'hypothèse d'une chaleur humaine et inestimable au Burundi, connaissant aussi que toute salutation fait partie de l'identité nationale, ils cherchent à tout faire pour les interpréter en vue de susciter et enregistrer une adhésion massive. Ces salutations font objet de la campagne électorale parce que les politiques burundais y consacrent un temps suffisant d'interprétation et c'est une faiblesse quasi commune aux politiques burundais.

**2.2. Les signes et symboles des partis**

Depuis la période du multipartisme de 1992, les partis politiques burundais cherchent des signes et symboles qui les différencient pendant les campagnes électorales. Cette différence à partir de ces symboles est clairement nette. Ce qui les rapproche c'est une façon dont ils les exploitent pour identifier ou légitimer un tel parti ou un tel candidat.

Pour l'UPRONA, le symbole le plus éloquent depuis sa fondation, c'est le Prince Louis RWAGASORE. Aux élections de 2005 et de 2010, la photo du héros national symbolise la présence du parti partout où il fait ses campagnes : il paraissait sur les t-shirts, les affiches sur les tracts, les dépliants, les autocollants, les bulletins de vote, etc.

Pendant les campagnes électorales, au lieu de faire propagande du candidat, on fait propagande du héros national. Le parti UPRONA risque de faire le sabotage du Prince. De même, pour le FRODEBU, depuis la mort de Melchior NDADAYE toutes les campagnes ou réunions publiques, ce parti le martyrise et attache toutes les qualités de ce fondateur aux candidats issus de FRODEBU.

Cela constitue quelques rapprochements ou similitudes du FRODEBU et de l'UPRONA qui ont eu la chance d'avoir les deux grandes personnalités : héros de l'Indépendance et de la démocratie. Ici on peut remarquer aussi que ceux deux partis tirent de ces deux personnalités une qualité de rassembleur, ou de partis pionniers en la matière de libération. Pour les Upronistes, ils se considèrent comme libérateurs du joug colonial tandis que les Frodebustes derrière le concept « démocratie » montrent qu'ils sont libérateurs du peuple hutu (majoritaire) des régimes dictatoriaux (militaires tutsi).

Dans les campagnes électorales, ces deux partis affirment haut et fort qu'ils s'engagent à marcher comme les deux grandes personnalités. Lors des meetings du parti UPRONA à KINANIRA zone MUSAGA, pour M. MANWANGARI il affirme que « *Le parti UPRONA doit marcher dans le sillage du Prince Louis RWAGASORE. Il fera de son mieux pour que l'indépendance nationale soit restaurée* »[68]. On remarque que ce symbole est si significatif dans ce parti, c'est une source inépuisable depuis l'indépendance.

Il en est de même pour le FRODEBU, qui, lui aussi détient un tel symbole. Lors des campagnes électorales du 19 mai 2005 à BUYENZI, dans les chansons de l'orchestre Jasmini, il évoquait sans cesse la mort de NDADAYE Melchior qu'il qualifie de «Martyr de la démocratie ».

[68] Renouveau du Burundi du jeudi 02 juin 2005

De même lors des meetings au stade P.L.RWAGASORE du 31mai 2005, le président Domitien NDAYIZEYE et membre du parti FRODEBU a souligné « *aucun chemin ne peut aboutir sauf celui des négociations. Le parti mûr en la matière est le FRODEBU, a-t-il expliqué, qui a tant perdu les siens depuis le président NDADAYE ; martyr de la démocratie. Ce parti ne peut pas retourner en arrière avec tout ce bagage d'expérience* »[69].

Bref, nous pouvons alors affirmer que ces deux partis incarnent une certaine ressemblance. Dans leurs meetings le temps accordé aux deux grandes personnalités constitue une importante partie du temps à utiliser pour expliquer leurs projets de société. Aussi derrière ces figures emblématiques, ils cachent les fautes des membres issus de leurs obédiences en s'attribuant les traits qualitatifs émanant de ces deux pères fondateurs.

Pour le parti CNDD-FDD, il essaie de se montrer comme un grand « libérateur, défenseur et bâtisseur de la paix ». Le symbole de la bataille menée par le parti c'est l'aigle noire qui détient l'épée et une feuille de manioc. C'est un symbole d'une force utilisée par ce parti ; bravoure, dynamisme, détermination pour la défense de la démocratie ou pour libérer le pays, la restauration de la paix et le développement pour tous.[70] (cf. tableau n°2)

Cette image d'un parti fort et libérateur est concrétisée lors des campagnes électorales. Le 19 mai 2005 à KINAMA, le chargé de la vie du parti CNDD-FDD, Mathias BASABOSE a indiqué : « *Le parti CNDD-FDD a pris les armes pour exiger la mise en place d'une armée, et d'une police nationale et la victoire s'est concrétisée* ».

---

[69] Renouveau du Burundi n° 6500 du Lundi 23 mai 2005

[70] Dépliant en Kirundi : « Inyigisho zijanye n'akarangamutima k'umugambwe »

Il a aussi demandé au public de voter pour le CNDD-FDD, « *un parti qui a ramené la paix et la sécurité dans le pays. C'est le CNDD-FDD qui a tiré les populations de la torpeur et des buissons. Voter pour un parti dont les leaders sont de vrais patriotes qui ont parfois sacrifiés leur vie pour défendre la cause de ce parti* »[71].

Ignorant les conditions dans lesquelles ce parti avait plongé la population pendant les périodes de guerre, ignorant aussi les voies de négociations pour la mise en place de l'accord de paix, le parti utilise son symbole pour s'ériger en un grand défenseur, libérateur et bâtisseur de la paix. De plus, cette image d'un combattant redoutable que se donne le CNDD-FDD, c'est une même stratégie pour les partis qui naissent de mouvement armés.

En faisant recours à ces images symboliques, les partis politiques burundais cherchent leur électorat en passant par une stratégie des identités mythiques comme le stipule CHEBEL « *Lorsque toutes les raisons qui président à l'identification sont épuisées, l'individu fait appel à cette catégorie d'identités dont la seule raison est de montrer la place actuelle et le chemin à prendre en puisant leur énergie dans la science des mythes et de l'imaginaire collectif* »[72].

Le même auteur précise aussi que « ... *la stratégie des identités mythiques est brandi comme un bouclier face aux mécontentements populaires par ceux-là même qui ont en charge d'assurer la continuité de sens et un futur virtuellement conçus à l'image idéalisé du passé mythique* »[73].

Retenons en fin que l'usage de ces symboles pendant les campagnes électorales, c'est un redoutable instrument de propagande pour contrer l'adversaire en face et se légitimer face à l'histoire que vivent des partis politiques burundais.

---

[71] Renouveau du Burundi n° 6500 du Lundi 23 mai 2005
[72] CHEBEL, (M.), *La formation de l'identité politique*, Payot, Paris, Décembre 1997, pp160-161
[73] CHEBEL, (M.), op.*cit*, pp160-161

## Section 3. Comparaison selon les stratégies

Dans cette section, il s'avère nécessaire de détailler deux points d'importance inégale : il faut d'abord voir comment les partis politiques burundais exploitent ou propagent les thèmes choisis et jugés importants en fonction d'intérêt communautaire et ensuite, on va détailler une stratégie de positionnement par contexte.

### 3.1. Les discours thématiques de campagnes

Selon Lucien SFEZ « *Les thématiques de campagne électorale peuvent varier considérablement selon les types et les modes de scrutin et bien sûr selon les candidats : positions idéologiques, propositions concrètes, personnalités des candidats, etc.* »[74].

Pourtant, durant les campagnes électorales, rares sont ceux qui restent dans cette marge de SFEZ. Presque tous les acteurs politiques confondus, sillonnent toutes les collines avec des messages contraires aux propagandes qu'ils seraient tenus de diffuser. Or, l'idéal est que chaque acteur national soit le support, non d'une confrontation stérile, mais d'une réflexion constructive fondée sur des bilans de connaissances, le partage des idées et sur des pistes de réformes qui ont déjà fonctionné à l'échelle locale ou à l'étranger. Pourquoi alors de telles campagnes en dehors des règles du jeu ?

Les partis politiques burundais n'enregistrent pas des différences programmatiques. Pour les quatre partis pris comme objet d'étude, ils développent les mêmes thèmes : lors de l'ouverture des campagnes électorales (le 19 mai 2005), les quatre partis avaient résumé leurs programmes en les centrant de telle manière :

---

[74] LUCIEN, (S.), *Dictionnaire de la communication*, T2, PUF, Paris, p1385

- Dans le domaine politique : ils s'engagent à promouvoir la sécurité comme un préalable à tout autre programme, reformer le système judiciaire, lutter contre l'impunité.
- Dans le domaine économique : ils s'engagent à lutter contre la pauvreté, développer et moderniser l'agriculture, promouvoir l'entrepreneuriat privé, lutter contre la corruption,...
- Dans le domaine socioculturel ; ils s'engagent à promouvoir l'enseignement gratuit et technique, faire une création de l'emploi,...

A côté d'affronter et de voir les problèmes sociaux de la même manière, ils ne démontrent pas clairement comment vont-ils procéder pour la réalisation et trouver des solutions adéquates. Autre point qui rapproche nos partis pendant les exposés de leurs programmes, tout le monde termine en confirmant une victoire totale même si ils ne parviennent à convaincre le public.

A titre d'exemple ; lors des campagnes électorales du 19 mai 2005 à KINAMA, les discours de tous les orateurs est « *Le CNDD-FDD a déjà gagné les élections, il ne reste qu'à compter les voix* »[75] De même à BUYENZI, même date J. de Dieu MUTABAZI, « *semble d'ores et déjà sûr de la victoire* »[76]

Le 31 mai 2005, au stade P.L. RWAGASORE, le président de la République Domitien NDAYIZEYE a indiqué « *le FRODEBU sera élu à 100%, je vous rassure* » et MINANI d'ajouter « *on ne peut pas frauder les élections, on les a déjà gagnées* ».[77]

Cela montre aussi les similitudes des partis politiques à travers les campagnes. Cette conviction de victoire chantée avant les élections constitue l'un des dangers qui donnent naissance aux refus des défaites après les élections.

---

[75] Renouveau du Burundi n°6500 du Lundi 23 mai 2005
[76] *Ibid.*
[77] *Ibid.*

Ce manque de focalisation aux programmes qui conviennent aux besoins de la société découle du manque technocratique au sein de nos partis pour l'élaboration des visions et programmes. Les activités principales se limitent à gérer les affaires internes dans les partis, recruter des militants, collecter des cotisations et élaborer des stratégies pour contrer les adversaires. Les débats politiques au Burundi (dans les campagnes sur les médias sont plus théoriques) : ils ne débouchent pas sur la démonstration des sources ou des chiffres à mobiliser pour l'exécution.

Ce qui est contraire aux principes de la démocratie comme le stipule Lucien SFEZ : « *Les principes de la démocratie représentatives voudraient que les candidats justifient auprès des citoyens le mandat qu'ils leur demandent en centrant leur propagande sur leur capacité à remplir les fonctions qu'ils sollicitent, l'action qu'ils entendent mener à ce poste et les idées qu'ils entendent y défendre* »[78].

Une autre stratégie qui fait objet de ressemblance des partis politique au Burundi, c'est l'usage de la violence ou intimidation à l'approche des élections. Cette stratégie serait une source des accusations mutuelles des partis. C'est surtout les partis au pouvoir qui sont pointés du doigt. En 2005, le parti CNDD-FDD accusait le FRODEBU et le président de la République de faire sourde oreille aux clauses suivantes :

- Nomination des cadres du CNDD-FDD à la tête des sociétés paraétatiques
- Mise en place de l'Etat-major intégré des services de renseignement
- Les dirigeants qui manifestent l'engouement pour secourir leurs régions natales par des fins politiques inavouées

[78] LUCIEN, (S.), op.cit., p. 1349

- La CENI qui ne respecte pas son cahier de charges. Accusant le président de la CENI de mêler des questions politiques et de s'employer à satisfaire uniquement un président de la République qui cherche à plonger sa tranche de la période de transition[79]

Dans une conférence du samedi 27/09/2009, l'ex-président Domitien NDAYIZEYE accusait le CNDD-FDD en ces termes : « *Il est inacceptable que les groupes de jeunes du parti CNDD-FDD se livrent à des entrainements paramilitaires, au vu et au su de tout le monde, intimident les citoyens, sans que personne ne lève le petit doigt. Les Imbonerakure doivent cesser ces manœuvres, sinon ils porteront la lourde responsabilité des conséquences que pourrait engendrer leur comportement* »[80].

A part ces accusations dans les réunions ordinaires avant les campagnes, les messages d'intimidation constituent une des stratégies les plus souvent utilisées en dehors des temps et lieux réglementaires.

Cela étant, alors que la constitution burundaise donne des éclaircissements à propos. L'article 25 stipule que « *La campagne électorale est l'ensemble des opérations de propagande précédant une élection ou un référendum et visant à mener les électeurs à soutenir les candidats en compétition ou à se prononcer sur une question que leur sont soumise par voie de consultation. Elle ouverte par décret le seizième jour qui précède celui du scrutin. Elle est close quarante-huit heures avant le scrutin.[...]. Toute propagande électorale en dehors de la période fixée est interdite* »[81].

---

[79] Conférence de presse par Hussein RADJABU in Renouveau du Burundi n° 6402 du Lundi le 17 01 2005
[80] Conférence du samedi le 27 9 2009 à Bruxelles, sous le thème « *La préparation, enjeux et perspectives d'avenir des élections générales de 2010 au Burundi* »
[81] République du Burundi, *Codes et lois du Burundi*, art.25, T1, Bujumbura, 20 avril 2005, p.91

Cependant d'après nos informations ou les discours officiels nous remarquons que le choix des électeurs pourrait être dicté par des voies hors la loi. Certaines informations recueillies en commune GAHOMBO, lors des campagnes électorales de 2005, la population recevait des messages de voter pour le parti CNDD-FDD et cela se faisait la nuit et même à la veille du scrutin.

L'informateur nous a dit : *« Mudatoye inkona n'ugusubira inw'isiamba, murashaka gusubira kurara rubunda ? Tora CNDD-FDD ! »*[82] (« Si vous ne votez pas pour l'aigle, nous rejoignons le maquis. Voulez-vous passer des nuits en cachette ? Votez pour le CNDD-FDD »). De l'autre camp, nous avons recueilli des informations émanant des élèves qui subissaient des injonctions de leur directeur de l'UPRONA *« Mbega abo bahutu bamaze abantu bazomarira iki igihugu ? tora uprona umugambwe wa RWAGASORE ! »*[83] (Quel intérêt pour le pays de la part de ces Bahutu génocidaires ? Votez pour l'UPRONA, parti du prince Louis RWAGASORE !). Ici, ces informateurs nous a montré qu'ils pourraient échouer en classe si ils étaient soupçonnés appartenir dans d'autres partis autre que celui du directeur.

A côté de telles intimidations propagandistes dans des lieux et heures illégaux, les voies que prennent ces messages étaient contraires aux lois régissant la campagne car l'Art.26 stipule que « *La propagande électorale se fait par discours, messages lus ou proclamés publiquement, affiches, distribution des circulaires, réunions et voies de presse ainsi que toute autre signe ou symbole distinctif du parti ou du candidat* »[84].

---

[82] Entretien avec un enquêté sous l'anonymat (élève), GAHOMBO, le13/05/2015
[83] *Ibid.*
[84] Codes et lois du Burundi, *op.cit.*, Art. 26

Les conséquences de ces stratégies d'attirer les électeurs par force sont multiples comme on va le voir dans les derniers points sur les implications. Mais retenons qu'en 2005 comme en 2010, cette stratégie était devenue monnaie courante chez le CNDD-FDD. Durant les campagnes de 2005, ce parti menaçait de recourir à la force (retour au maquis) et de même c'est devenu même jeu en 2010, sauf que durant ces dernières campagnes, il ajoutait qu'il est détenteur d'une chose matérielle (poste politique, dons matériels, l'emploi, etc.).

Nous pouvons conclure que les partis politiques au Burundi enregistrent les mêmes faiblesses et par conséquent ne manifestent pas une nette différence en ce qui concerne leurs points thématiques pendant les campagnes électorales.

Ainsi donc, nous remarquons que les candidats de ces partis se présentent sans être sûrs d'eux-mêmes, sans se munir d'un plan stratégique et persuasif de campagne, sans avoir ciblé des zones et des problèmes pour la communauté, sans professionnalisme politique, avec des discours non raffinés, ... alors que tout cet arsenal des lignes constituerait les éléments centraux d'une propagande électorale.

### 3.2. Positionnement par rapport au contexte

Quelques périodes constituent des ressources de comparaison des partis politiques. Ces derniers, non seulement qu'ils prennent naissance dans ces périodes, ils savent aussi prendre position y relative, et par conséquent les quelques thèmes des campagnes électorales développés sont des traces du contexte historique.

D'abord par rapport aux crimes de 1972, période considérée comme de génocide des Hutus, les partis à prédominance ethnique hutu développent quelques concepts en faisant recours à cette histoire. Dans les campagnes électorales faites par le FRODEBU, le concept de la démocratie n'est pas dans le vrai sens du terme, de « liberté pour tous », mais sous-entend la « libération du hutu ».

Pendant les campagnes de 1993, le FRODEBU pour contrer son grand adversaire propageait le concept de démocratie pour montrer que la première préoccupation était de mettre fin aux régimes quasi-mono ethnique et militaires. Le FRODEBU en faisant campagnes, n'hésitait pas dénigrer l'UPRONA en l'attribuant la responsabilité des massacres de 1972.

Selon NKUNZIMANA *« abo baporona b'i Bururi batumaze irindwi na kabiri ninde yobaha ijwi »*[85] (les propos de la propagande d'avant les élections de 2005).

De même, lors des campagnes d'avant les élections de 2005 et 2010, les partis considérés comme grands défenseurs de la démocratie tiraient de la crise de 1993 une base de pouvoir se défendre et donner espoir de devenir les futurs consolidateurs de la paix durable.

Selon M. CHEBEL « *Rappeler le passé, afin de promettre un avenir, semble être un paradoxe utile sur lequel fonctionne toutes les stratégies mythiques et bon nombre d'idéologies qui ont tendance à « déifier » sur terre des chefs politiques et militaires »*[86].

Dans toutes les campagnes électorales, les partis politiques burundais se positionnaient par rapport aux différentes années : 1965, 1972, 1993. Cela dans le but de gagner l'électorat via l'identité ethnique, car chacune des trois années met en garde les trois composantes ethniques sur son passé en vue de lui avertir de son avenir, car une fois si on fait un choix parachuté, on pourrait subir le même sort.

[85] Entretien avec NKUNZIMANA Richard, chômeur, KAYANZA, le 15/5/2015
[86] CHEBEL, (M.), *op.cit.*, p.162

Comme le dit Nicolas MACHIAVEL « *Celui qui doit prévenir l'avenir doit consulter le passé ; car les événements humains ressemblent à ceux des temps précédents. Justement parce qu'ils sont humains et que l'homme a toujours été et sera toujours animé par les mêmes élans, conduisant nécessairement aux mêmes résultats* »[87].

Contrairement à cet auteur, les politiques burundais ne sont pas du tout assoiffés d'un avenir meilleur pour l'intérêt public, mais tantôt cherchent à cacher leur part dans le passé, tantôt considèrent le passé comme un raccourci des intérêts personnels.

Aux cours des campagnes électorales de 2005 et 2010, même si le Burundi était en plein courant multipartite, quelques discours que nous rapportent nos informateurs montrent que nos partis se basent sur certaines périodes historiques dans leur entreprise pour la conquête du pouvoir. Certains propagandistes Hutu n'hésitaient pas à s'exprimer en ces termes : « *Uwo ni umuhutu wacu, imptuvi y'irindwi na kabiri, muzomutore* »[88] (Celui-là est notre confrère Hutu, Orphelin de 1972, votez pour lui !)

Ici, de tels discours invitent l'une des composantes sociales, pour chercher à gagner l'électorat des Hutu en invoquant les événements considérés comme malheurs qui avaient ciblés cette composante sociale.

Dans un cas opposé, on pourrait entendre parler du rôle de l'UPRONA dans certains événements malheureux qu'avait connus le pays : « *Iyo hataba abo batutsi bo muri uprona, abahutu baba baratumaze twebwe inkelwa* »[89] (N'eurent été les Tutsi de l'UPRONA, les Hutu nous auraient exterminé, nous la majorité).

---

[87] MACHIAVEL, (N.) cité par François BAHININWA, *Analyse critique de la loi électorale du 9 mars 2006 en RDC : condition d'éligibilité et mode de scrutin*, UOB , Faculté de droit, 2006 (mémoire online)

[88] Entretien avec J. Marie NIYONIZEYE, démobilisé, MURUTA /CAMPAZI, le 12 5 2015

[89] Entretien avec J. Marie NIYONIZEYE, démobilisé, MURUTA /CAMPAZI, le 12 5 2015

Cette conscientisation est facilement acceptable chez les Hutu comme chez les Tutsi car les deux ont une formule classique et collective qui correspond bien aux crises de 1972 et 1993 (chez les Hutu, on parle d'un soi-disant empire Hima et d'un retour d'un méchant Tutsi appliquant l'injustice sociale et chez les Tutsi, on alerte avec zèle le risque de génocide de la minorité par le méchant Hutu). C'est un raccourci très efficace aux propagandistes burundais.

Excepté les quelques cas des plus avisés de cette fausse démonstration, une grande partie des burundais y croit sans fournir beaucoup d'effort. Sans distinction de niveau d'étude, la quasi-totalité des burundais oriente le choix électoral à travers cette fameuse histoire ethnique et les différentes crises qui en sont issues. Par conséquent, le résultat de ces campagnes électorales à base ethnique sera le vote identitaire. Comme la question ethnique tend à disparaître, certains leaders politiques essaient de rappeler quelques dates très tragiques parce que toutes les voies susceptibles d'être productives sont exploitables.

**Section 4. Les tendances lourdes du système**

Depuis l'accession du Burundi à l'indépendance, nous traversons différentes crises découlant de certaines pratiques que les partis s'engagent tous les jours à éradiquer à jamais.

Si on analyse leurs programmes, on constate qu'il ya un idéal à atteindre. Pourtant, on peut affirmer qu'il y a toujours à faire pour arriver à l'idéal que prêchent les partis politiques burundais. Tous les thèmes des campagnes électorales se centrent sur la volonté de la paix durable par la démocratie. De même, si on jette un coup d'œil dans les statuts de ces partis, nous remarquons que la démocratie est un langage courant au sein des partis politiques burundais.

Au cours de cette dernière section, nous allons regarder comment les systèmes mis en place par l'un des constituants de la démocratie (= élection) parviennent à faire avancer le pays ou pas.

Bref, on va analyser pour le cas du Burundi la finalité des campagnes électorales de 2005 et de 2010.

### 4.1. Présidentialisation

En dépit des différentes voies empruntées, l'an 2005 est un succès sur la scène politique burundaise. Comme souhaité depuis le vent démocratique de 1992, par voies électorales des institutions démocratiques ont été mises en place. Mais comparativement aux années antérieures, le climat s'est détérioré. Le CNDD-FDD se montrait hostile à la démocratie. Ses ressortissants ont utilisé le pouvoir décroché pour continuer leur usage de la force. Et parmi les cas cités, une mainmise du président a été soupçonné par certains acteurs politiques.

Selon Domitien NDAYIZEYE l'ex- président sous la deuxième transition par d'évolutions politiques considérables, ici tient compte des actes posées par les Imbonerakure, disait : « *Il est inacceptable que les groupes de jeunes du parti CNDD-FDD se livrent à des entrainements paramilitaires, au vu et au su de tout le monde, intimide les citoyens, sans que personne ne lève le petit doigt. Les Imbonerakure doivent cesser ces manœuvres, sinon ils porteront la lourde responsabilité des conséquences que pourrait engendrer* ». Il a aussi ajouté : « *Aujourd'hui nos amis au pouvoir voudraient se comporter en un régime présidentiel alors que notre Constitution a clairement optée pour un régime parlementaire. Ils le comprendront quand ils ne seront pas là !* »[90].

Aujourd'hui comme hier, les actes des jeunes affiliés des partis au pouvoir sont parmi les plus ciblés comme perturbateurs d'un Etat de droit / Etat démocratique.

[90] Conférence du samedi 27/9/2009 à Bruxelles, sous le thème « *La préparation, enjeux et perspectives d'avenir des élections générales de 2010 au Burundi*

Depuis le régime militaire, on citait les cas des actes extrajudiciaires qui sont le plus souvent commandités par les institutions étatiques, mais derrière les jeunes des partis aux pouvoirs, actuellement on cite les Imbonerakure, hier c'étaient les JRR.

Depuis longtemps, ces cas ont été isolés, mais restent impunis car il y a ceux qui affirment que ces actes seraient commandites par des hauts gradés ou des hommes puissants dans les institutions du pays.

D'autres cas à citer qui montrent bel et bien la transformation du régime parlementaire en un régime présidentialiste sont par exemple : la nomination inconstitutionnelle des ministres par le président NKURUNZIZA en août 2005 fut l'un des premiers signes inquiétant qui ont révélé les intentions du CNDD-FDD de prendre le contrôle des institutions politiques du Burundi, fin juillet, des rumeurs d'un complot visant à renverser le gouvernement provoquèrent l'arrestation de plusieurs dirigeants optiques de l'opposition[91], soupçonnés d'être impliqués dans cette conspiration. Les détentions semblaient être une excuse pour éliminer les membres de l'opposition et certains rapports ont dénoncé les tortures infligées aux détenus, radiation d'Hussein RAJABU, député, et ancien président du parti incarcéré depuis le 27 avril 2007, incarcération jugé arbitraire par beaucoup, radiation d'Alice NZOMUKUNDA député, vice-présidente de l'Assemblée Nationale et vice-présidente de la République du Burundi, vingt députés chassés et remplacés par l'Assemblée Nationale, etc.

Beaucoup de cas ci-hauts cités étaient jugés arbitraires et contre les droits de l'homme. A maintes reprises, plusieurs organisations nationales et internationales ont voulu chercher l'auteur parce que la justice n'avait parvenu à faire ce qu'elle devait faire. Quelque fois l'ordre de tous les acteurs émanait du

[91] Parmi les personnes arrêtées se trouvant D. NDAYIZEYE (l'ancien présidentiel de la transition), Alphonse Marie KADEGE (l'ex-vice président sous NDAYIZEYE), Deo NIYONZIMA (secrétaire général du parti pour la réconciliation des peuples) et A. MUGABBARABONA (FNL-ICANZO)

haut (itegeko ryavuye hejuru) ; le pouvoir d'un haut qui pourrait remplacer le pouvoir judiciaire traduirait un régime parlementaire en un régime présidentiel.

### 4.2. Pratiques clientélaires et néo-patrimoniales

S. Eisenstadt définit le néo-patrimonialisme comme *« étant un mode de gestion politique de l'Etat cristallisé autour de la personne du prince ; un modèle de domination personnalisée, essentiellement orienté vers la protection et le maintien de l'élite installée au pouvoir, en développant une stratégie d'allocation sélective des ressources afin de priver les élites concurrentes et la périphérie en général d'un potentiel de force leur permettant de développer une opposition politique »*[92].

Jean-François MEDARD prolonge l'hypothèse néo-patrimoniale en définissant le clientélisme politique comme *« Un rapport de dépendance personnel non lié à la parenté, qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales »*[93].

Ces deux pratiques proviennent de la domination d'une forte dominance du politique sur l'économie où les allégeances communautaristes prédominent dans l'ensemble du système qui est en place. Il y a le patron (détenteur des dons et combattant pour les conserver et le client (demandeur des dons et combattant pour les conquérir). Comme nous l'avons vu les partis politiques burundais font campagne sans nécessairement disposer d'un capital nécessaire (membres, moyens financiers, programmes) pour gagner les élections.

Pour faire face à cet handicap, il y a ceux qui usent d'une certaine persévérance, mais tout en sachant la carte à jouer avec celui qui va gagner.

---

[92] Eisenstadt, (S.), *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*, Londres, Sage, 1972.

[93] MEDARD, (J.F.), La crise de l'Etat néo-patrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique sub-saharienne, Modes et développement, n°26, cité par DARBON Dominique, comparatisme à la croisée des chemins autour de l'œuvre de Jean (trouvé sur le site https : // books.google.com/books?&isbn=2811150595)

Ainsi donc, pouvons-nous remarquer que certains partis optent pour s'effondre dans le parti au pouvoir, d'autres se recomposent. Au cours du 1er mandat du parti CNDD-FDD, nous avons assisté au système de « Nyakurisation », dans les partis comme dans la société civile, des partis ailes de .... Comme ces partis n'ont aucun compte à rendre à ses membres ou à la nation (au point de vue projets de société), ils sont gratifiés des postes « juteux » qui leur permettent d'accumuler des intérêts personnels ou les symboles de la réussite sociale. En contrepartie, ces partis « clients » jurent fidélité, dévouement à tout acte du patron au pouvoir.

De tels cas pourraient s'allonger jusqu'à ce que ces relations deviennent des relations personnelles à l'intérieur du système en place. On entendra parler de *« Mutama, Mzee, ... »* (Le vieux pour faire sous-entendre le donateur / le patron, chef du centre de commandement). Les conséquences qui s'en suivent sont multiformes : la personnalisation du pouvoir, la faiblesse de l'opposition, le non-respect des lois, la soif de s'éterniser au pouvoir car assimilé à une propriété privée. Bref, la vie politique devient un fardeau de tout le monde.

D'où l'instabilité politique au sein des partis et la population vit le désespoir comme le disent ces démobilisés : *« Nous avions pris les armes pour défendre la démocratie, déclarent-ils, malheureusement, après avoir vu que le pouvoir CNDD-FDD ne fait que replonger le Burundi dans un système dictatorial semblable ou même pire que celui d'avant de 1993, poursuivent-ils, nous avons décidé rejoindre le FRODEBU car c'est le seul parti capable de rétablir la démocratie et la paix durable dans le pays »*[94].

Les partis « donateurs » (le plus souvent qui sont au pouvoir) au lieu de servir d'exemple de pépinières pour faire asseoir les idéaux de la démocratie, ils passent leur temps et sacrifient leur moyens voire même les moyens de l'Etat à

[94] Motivations des nouveaux adhérents : 200 démobilisés des groupes rebelles et ex-FAB à KAMENGE, le dimanche 11/01/2009 lors d'une descente organisée sur la permanence du parti a KAMENGE

donner des petits cadeaux avant les campagnes. Au Burundi, on a remarqué qu'à l'approche des élections, le parti CNDD-FDD distribuait des pagnes aux femmes « BAKENYERERARUGAMBA », des ustensiles de cuisines, des cartes nationales d'identité, etc. dans les partis d'oppositions et dans la société civile, on voit dans cette distribution une sorte de corruption et par conséquent on aboutira aux élections biaisées. Mais, malheureusement, rien n'empêche que ces dernières débouchent sur la conservation du pouvoir.

### 4.3. Récurrences autoritaires

D'après Gervais RUFYIKIRI, certaines pratiques que manifeste le parti CNDD-FDD seraient les conséquences de la vie du maquis étant un mouvement rebelle. Pour lui *« Depuis son accession au pouvoir après les élections de 2005, le CNDD-FDD a été constamment critiqué pour la mauvaise gouvernance du Burundi tandis que le comportement de ses dirigeants faisait penser à une continuité des pratiques du maquis. [...] Il existe plusieurs preuves qui montrent que les dirigeants du CNDD-FDD ont conservé leurs pratiques du maquis et qui permettent de conclure que la transformation du CNDD-FDD de mouvement rebelle en parti politique a complètement échoué »*[95].

Pour cet ancien membre et haut placé du parti au pouvoir affirme que son ancien formation reste victime de son histoire de sa fondation (son origine). Ajoutons également que certaines récurrences autoritaires pourraient dépendre de la manière d'accession au pouvoir. Comme nous l'avons vu aux points précédents, durant les campagnes, l'usage de la force, la violence comme le mensonge se manifestent en laissant tomber les thèmes programmatiques. Arrivé au pouvoir, de telles formations se légitiment par force, ce qui conduit à un régime dictatorial.

[95] RUFYIKIRI, (G.), *« Echec de la transformation du CNDD-FDD du mouvement rebelle en parti politique. Une question d'équilibre entre le changement et la continuité »*, Institute of development, Policy and management (IOB), University of Antwerp, septembre 2016, p.5

L'UPRONA sous les régimes militaires était un parti unique, actuellement le CNDD-FDD accusé d'avoir utilisé certaines pratiques nuisibles à la démocratie (division des formations de l'opposition par le clientélisme, les intérêts personnels, l'usage de la force,...), devient le seul occupant de la scène politique alors qu'il est tenu de faire respecter la loi (partage du pouvoir, respect des partis de l'opposition,...). Tout cela montre qu'il fait recours aux pratiques anciennes, ou bien qu'il réagit de manière autoritaire comme les régimes qu'il a longtemps combattus.

Bref, malgré cet engouement d'accéder au pouvoir, on serait obligé de gérer une élite politique exigeant certaines notions de technocratie, d'expérience démocratique et un certain niveau d'éducation. Pourtant au Burundi, le capital nécessaire c'est la force physique (hier comme aujourd'hui). De la victoire de 2005 aux élections de 2010, plusieurs rapports relatent quelques cas des exécutions extrajudiciaires qui restent impunies jusqu'à l'heure de la rédaction de notre travail. Comme souligné, le but ultime des politiques burundais, c'est le maintien au pouvoir malgré tout manquement démocratique.

## CONCLUSION GENERALE

A partir de notre travail intitulé « **Les thèmes de campagnes au cours des élections de 2005 et 2010 : Essai d'analyse des différences entre les partis politiques** », il ressort que depuis l'accession à l'indépendance aux élections de 2010, les partis politiques burundais traversent une même histoire : la plupart de nos formations partagent leur manière de fondation ou de naissance ; c'est-à-dire certains se regroupent dans un courant de même contexte historique : période de l'indépendance, autour de 1960 ; au tour de 1992 dans le courant démocratique, dans les années 2002 pour le partage du pouvoir garanti par l'Accord d'Arusha, à l'approche des élections de 2005 et de 2010 en vue de se présenter comme candidats. Tandis que d'autres naissent en cours de l'exécution du mandat : le plus souvent par des scissions à l'intérieur des partis.

Ainsi, partageant les mêmes racines, ils trainent alors les mêmes conséquences sur la scène politique. Nous avons d'abord remarqué que les partis politiques burundais ne diffèrent qu'en leur appellation et en leur leader. En ce qui concerne les thèmes qu'ils développent en campagnes électorales, nous avons constaté que beaucoup s'articulent sur les mêmes programmes : sécurité, amélioration des conditions de vie (agriculture, élevage, logement) ; éducation ; faire avancer la démocratie (la paix pour tous, réconciliation : réformes judiciaires) ; lutter contre la corruption et la malversation économique ; la santé, les agendas programmatiques sont les mêmes.

A côté de ces similitudes, rares sont ceux qui parviennent à les exploiter pour gagner une partie de l'électorat des concurrents. Tous ensemble, font campagnes en invoquant le passé : positionnement par contexte, par l'intimidation (usage de la force) par soutien d'allégeance à des personnes de même ethnie, de même région,... Les conséquences de telles campagnes sont si multiformes : le vote

qui pourrait être perçu non motivé par des visions qui mènent au développement, mais comme menant vers la protection (sécurité individuel).

Pourtant, l'orientation vers le vote devrait d'abord être exercée son droit de vote comme exercice de tout citoyen, mais encore devrait être un vote à base des visions qui conduisent vers le développement du pays.

Après avoir remarqué que les partis politiques burundais ne manifestent pas de grandes différences, nous pouvons conclure que la plupart des burundais n'élisent pas des programmes politiques, mais des personnes qui parviennent à les maîtriser et à embrigader par toutes les voies possibles. Comme nous le savons, n'importe quelle formation politique serait tenue d'avoir un programme de ses engagements qui devraient être des solutions aux problèmes qui minent la société burundaise dans sa globalité.

Mais, à côté d'avoir un programme quelconque, il faudrait aussi que les candidats soient des personnalités intègres, d'une bonne réputation sociale et qui sont susceptibles d'exécuter et d'honorer ses engagements.

De plus, tenant compte de l'histoire qui a caractérisée notre pays, nous ne pouvons pas prétendre arriver à une démocratie souhaitée sans entreprendre le processus éducatif qui vise le choix des dirigeants ou des partis selon leurs programmes. Ce processus doit non seulement viser la population mais encore, il doit commencer à l'intérieur des partis par sensibilisation des responsables. Cela nous permettra de dépasser certaines considérations qui conduisent vers le vote émotionnel (ethnisme, régionalisme, clientélisme,...)

Bref, pour qu'il y ait un choix démocratique, il faudrait que les partis deviennent de bons maîtres, centre des idées constructives. Ils doivent ensuite disposer des technocrates pour l'élaboration et le confectionnement des programmes visant le développement et par conséquent incitant tout citoyen à exercer son devoir démocratique : choix électoral synonyme de choix programmatique.

Dans le cadre de notre travail, nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet. C'est pourquoi nous suggérons aux futurs chercheurs qui souhaiteront continuer la recherche sur les partis politiques burundais d'approfondir les points suivants :

- Les critères du vote interne au sein des partis politiques au Burundi
- Analyser la victoire visée par les acteurs politiques au Burundi
- Les comportements des acteurs politiques burundais après les élections.

# BIBLIOGRAPHIE

## I. Ouvrages généraux


1. BRAUD P., *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2006
2. BURDEAU G., *Traité de Science politique*, Paris, LGDJ, 1982
3. CHARLOT J., les partis politiques, Paris, Armand Collin, 1972
4. CHEBEL M., *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1997
5. DE TOCQUEVILLE A., *De la Démocratie en Amérique (1835)*, Paris, édition Gallimard, 1992
6. DUVERGER.M., *Les partis politiques*, Paris, LGDJ, 1957
7. PERRINEAU P., REYNIE D., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001
8. SCHWARTZENBERG R.G., ***Politique comparé***, *les grands systèmes politiques contemporains*, Paris, les cours de droit,1980
9. SCHWARTZENBERG R.G., *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1977
10. SEILER., D-L, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Persée, 1988
11. SFEZ L., *Dictionnaire de la communication*, Paris, PUF, 1993


## II. Mémoires


1. BAGAYA A., *Stratégie de conquête du pouvoir par les Politiques burundais : de la logique institutionnelle à la lutte armé*, UB/FLSH, département d'Histoire, 2003 (mémoire)
2. BIZOZA O., *Stratégie des partis politiques face à la crise socio-politique burundaise (1993-2008) : cas des partis FRODEBU-UPRONA*, UB/FLSH, département d'Histoire, 2001 (mémoire)
3. GATORE S., *Les élections démocratiques de 1993 et celles de 2005 au Burundi : essai d'analyse politique comparative*, UB/FLSH, département d'Histoire, 2011(mémoire)

4. MANIRAGORA E., *A quoi servent les élections au Burundi : étude à partir des perceptions populaire dans la commune Gasorwe*, UB/FLSH, département d'Histoire, 2004(mémoire)
5. NIMUBONA J., *Elections présidentielles du 01 juin 1993 au Burundi : problématique de la légitimation en situation de dynamiques socio-politiques*, Bordeaux, 1994 (mémoire de DEA)
6. NTAKARUTIMANA E., *attitudes des burundais face à la participation politique : cas de la mairie de Bujumbura : 1990-1996*, UB/FLSH, département d'Histoire, 2003(mémoire)

**III. Autres documents**

1. Journal IWACU du 23 mars 2015
2. Journal le Renouveau du Burundi
3. NDUWAYO (J.M.), Histoire Générale du Burundi, syllabus du cours, 2ème candidature, en Histoire, UB, FLSH, A/A : 2010-2011
4. OAG, *Etat des lieux des partis politiques burundais à la veille des élections de 2010*, Bujumbura septembre 2009
5. OLUCOME, *Etude sur le financement du fonctionnement des partis politiques et des campagnes électorales* (fait par Sylvestre NTIBANTUNGANYA), le 13 mars 2015
6. République du Burundi, Code électoral du Burundi du 3 juin 2014
7. République du Burundi, la Constitution de la République du Burundi du 18 mars 2005

## IV. Sites internet

1. http//fr.wikpedia.org/wiki/campagne-électorale
2. http//fr.wikpedia.org/wiki/propagande
3. https://books.google.com/books?isbn=2811150595
4. https://m.youtube.com/watch?v=TC Phwp Ycm-4
5. Info@justice paix.be www.justice paix.be
6. WWW.arib.info-site web de l'ARIB asbl

# ANNEXES

## Guide d'entretien

**NKURUNZIZA Régis**

**Université du Burundi**

**FLSH/Histoire**

**Option : Science Politique**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous adressons ce questionnaire pour solliciter votre aimable collaboration dans la réalisation de notre travail de fin d'étude que nous avons intitulé .

**« Les thèmes de campagnes au cours des élections de 2005 et de 2010 au Burundi : Essai d'analyse des différences entre les partis politiques ».**

Toutes les réponses que vous me réservez seront prises en considération car elles constituent une base de données de mon travail lors de l'analyse des résultats.

Je voudrais également vous rassurer que notre échange ne sera pas objet de poursuite, faites-moi confiance.

Je vous remercie.

### I. Identité de l'enquête

Nom et Prénom :.....

Colline :.....

Commune :.....

Province :.....

Age :.....

Profession :.....

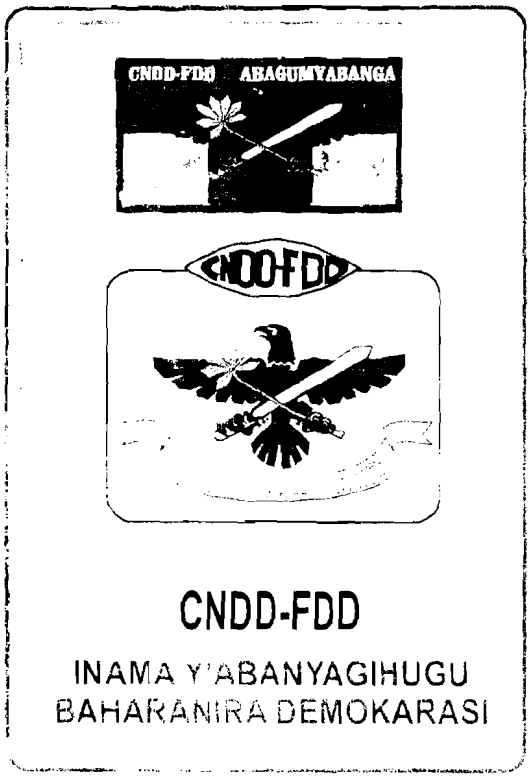
Date :.....

## II. Questionnaire d'enquête

1. Qu'entendez-vous par campagne électorale ?
2. Pourquoi vote-t-on ? Quels sont les discours que vous avez entendus chez les propagandistes ?
3. Parmi les partis politiques qui existent au Burundi, quel est le parti qui vous intéresse beaucoup ? Pourquoi vous intéresse-t-il ?
4. Existe-t-il des partis qui se focalisent sur des programmes de société ? Oui ou non ? Lesquels ? Si non, qu'est-ce qu'ils développent durant les campagnes ?
5. Y a-t-il une différence dans les programmes qu'ils ont mis en avant ?
6. Est-ce que les partis réalisent leurs programmes ? Oui ou non ? Expliquez-vous.
7. Quelles sont les relations entretenues par les partis politiques pendant les campagnes électorales ?
8. Selon vous y a-t-il une différence ou ressemblance entre les partis au Burundi ? Expliquez-vous.

## Les symboles du Parti CNDD-FDD



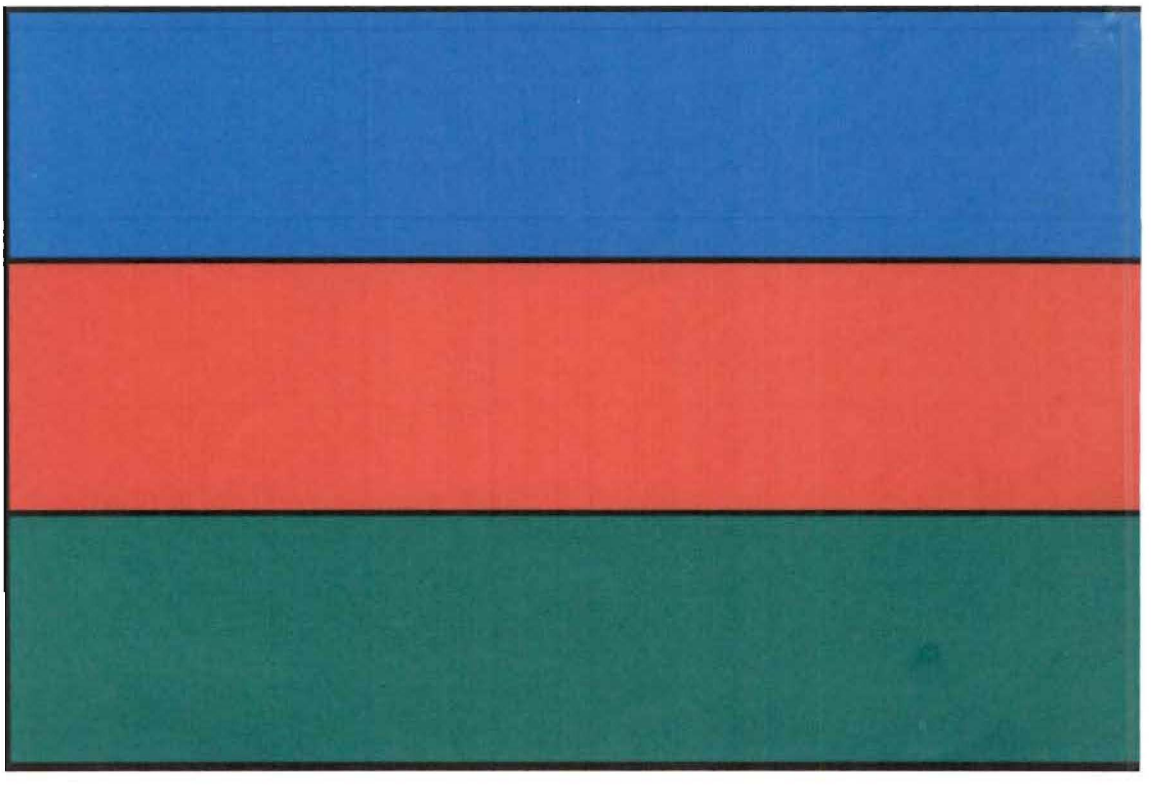



CNDD-FDD

INAMA Y'ABANYAGIHUGU
BAHARANIRA DEMOKARASI

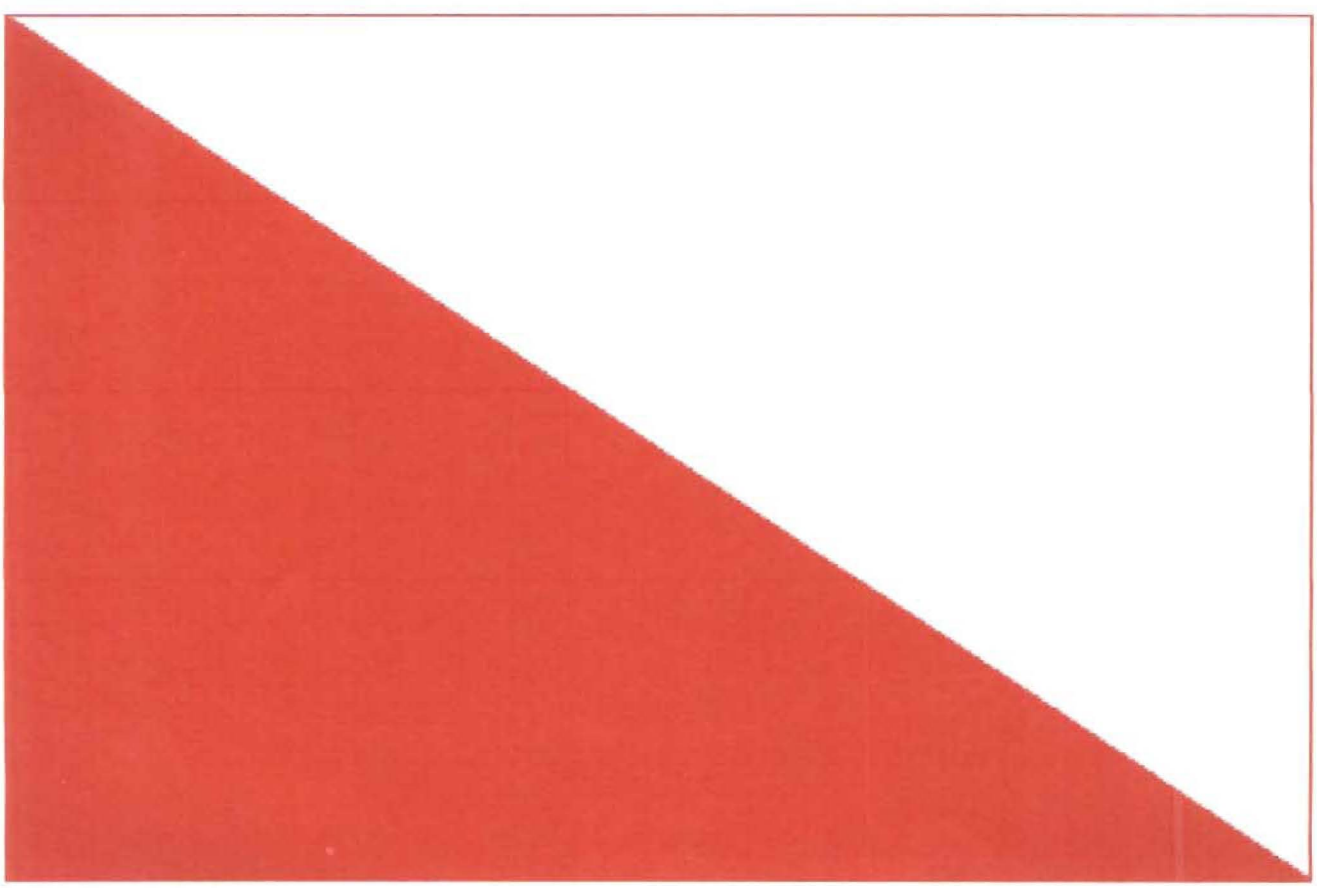
**Les symboles du Parti CNDD**



**Les symboles du Parti UPRONA**



**Les symboles du Parti SAHWANYA FRODEBU**

